



**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques,
Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

Panorama Statistique

Cohésion sociale
Travail
Emploi

Les régions françaises • 2022

Le **PANORAMA STATISTIQUE DE LA COHESION SOCIALE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI** est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, l'enfance et la protection de l'enfance, les diplômés des professions sociales, de la santé, les travailleurs handicapés, les jeunes ni en études, ni en emploi ni en formation (NEET), l'emploi des seniors, le cumul emploi retraite et enfin l'emploi dans le domaine associatif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/panorama/index.htm>

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/panorama/historique.htm>

La version web a été réalisée par STATMICRO et 4WONLINE.

DÉMOGRAPHIE	3
Données générales	4
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5
PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION	7
Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11
IMMIGRATION	12
Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12

HANDICAP, DÉPENDANCE	13
Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
COHÉSION SOCIALE	15
Quartiers de la politique de la ville	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale	17
Établissement et services médico - sociaux	18
Capacité d'accueil des personnes âgées	21
Accueil des personnes âgées	22
Capacité d'accueil des adultes handicapés	23
Accueil des adultes handicapés	24
Capacité d'accueil des enfants et adolescents handicapés	26
Accueil des des enfants et adolescents handicapés	27
LOGEMENT, HÉBERGEMENT	28
Parc des logements et statut d'occupation	29
Recours au droit au logement (DALO)	29
Logement, hébergement	30
JEUNESSE	31
Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	32
Scolarité, formation, activité	33
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	34
ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE	35
Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	37
Accueil des enfants d'âge préscolaire	38
DIPLÔMES DÉLIVRÉS	39
Formation aux professions sociales	40
Formation aux professions de santé	41
TRAVAIL - EMPLOI	42
Activité, emploi associatif et sport	43
Travailleurs handicapés	44
Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET)	47
Emploi des seniors	48
Cumul emploi-retraite	49
SIGLES	50
ADRESSES UTILES	52

Sources : INSEE, DREES.

Pour en savoir plus :

Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent un socle d'indicateurs dans les principaux domaines de l'aide et de l'action sociales départementales. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Indicateurs de contexte** : ces indicateurs visent à préciser le contexte démographique et socio-économique des départements et à mettre en lumière leurs points forts et leurs fragilités.
- **Enfance et jeunesse en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes en situation de handicap** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés,...
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail pilotés par l'ADF, la DREES, l'Insee et l'Odas et constitués également de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (Andass, CCMSA, Cnaf, CNSA, Oned).

Enfin, d'autres partenaires collaborent avec le réseau en fournissant des données : la Cnav, la CNAMTS, la Depp, la Dares...

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

[Action sociale départementale | Insee](#)

[Explore — DATA.DREES \(solidarites-sante.gouv.fr\)](#)

Données générales

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Superficie en km²	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	543 963	1 705	1 100	83 534	2 503	374	633 179
Population au 1er janvier 2019 (Recensement de la population)	8 042 936	2 805 580	3 354 854	2 573 180	340 440	5 556 219	6 004 947	12 262 544	3 325 032	6 010 289	5 933 185	3 806 461	5 081 101	65 096 768	384 239	364 508	281 678	861 210	269 579	67 257 982
Population au 1er janvier 2022 (Estimation de population) (1)	8 153 233	2 785 393	3 402 932	2 564 915	349 465	5 542 094	5 987 172	12 395 148	3 307 286	6 081 985	6 053 548	3 873 096	5 131 187	65 627 454	372 939	350 373	294 436	868 846	299 348	67 813 396
Population étrangère au 1er janvier 2019 (Recensement de la population) (4)	553 830	135 468	95 880	137 402	31 004	362 766	249 515	1 778 110	108 212	291 596	362 253	116 555	381 401	4 603 992	nd	nd	nd	nd	124 618	nd
Projection de la population en 2050 en milliers (2)	9 472	2 959	3 905	2 732	385	5 705	6 244	13 154	3 427	6 877	6 935	4 500	5 327	71 622	330	282	385	910	490	74 019
Taux de croissance annuel moyen 2013-2019 en % (5)	0,6	-0,1	0,5	0,0	1,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,5	0,7	0,7	0,4	0,4	-0,8	-0,9	2,4	0,5	nd	0,4
dont dû au solde migratoire	0,3	-0,1	0,5	0,0	1,1	-0,1	-0,3	-0,4	-0,1	0,6	0,7	0,4	0,2	0,1	-1,1	-1,1	0,0	-0,6	nd	0,1
Densité au 1/01/2022 (nombre d'habitants par km²)	117	58	125	66	40	96	188	1 032	111	72	83	121	163	121	219	319	4	347	800	107
Naissances domiciliées 2020 définitives	86 473	25 660	30 993	25 337	2 687	53 129	65 496	168 467	32 760	53 196	57 275	38 974	54 885	695 332	4 678	3 529	7 992	13 142	9 184	733 857
Décès domiciliés 2020 définitifs	80 364	33 660	35 735	28 612	3 398	60 673	61 568	90 566	36 425	66 917	62 481	36 806	55 613	652 818	3 742	3 586	990	5 154	967	667 257
Part de la population vivant dans une aire d'attraction des villes en 2019 (3)	91,8	89,5	87,3	89,6	85,7	92,1	95,4	100,0	90,7	87,3	92,3	93,5	96,4	93,3	96,3	99,7	79,3	98,8	nd	93,4
Part des familles monoparentales en 2019 en %	14,6	14,1	13,1	14,0	19,3	15,2	16,8	19,1	14,6	14,8	16,6	12,1	18,2	15,9	41,5	42,4	44,1	32,5	nd	16,5
Taux d'activité de la population en 2019 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (3)	75,4	74,3	73,8	75,1	71,9	73,6	71,4	76,4	73,6	74,3	73,0	75,8	72,5	74,3	70,7	71,7	61,9	69,3	50,8	74,1

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2022 sont des estimations précoces provisoires.

(2) selon le scénario central de l'Insee.

Le dernier exercice de projection de population a été publié en novembre 2016. Les données de ce chiffre clé ne sont pas mises à jour tous les ans.

(3) Insee Fash Mayotte

(4) RP 2018 pour Mayotte

(5) 2013-2018 pour Mayotte

Sources : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2021), RP 2019 exploitations complémentaire et principale, RP 2013, Omphale 2019

Indicateurs démographiques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Taux de natalité en 2021 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	10,7	9,1	9,5	9,9	7,7	9,5	10,8	13,5	10,0	8,9	9,7	10,4	10,7	10,7	11,0	9,7	26,8	15,7	34,0	10,9	
Taux de mortalité en 2021 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	9,0	11,3	10,8	11,2	10,0	10,3	10,1	6,6	11,0	11,3	10,5	9,6	11,4	9,8	13,5	13,9	4,8	6,8	3,4	9,7	
Taux mortalité infantile (rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants entre 2018 et 2020) (1)	3,2	3,7	3,3	3,8	2,9	3,6	3,6	4,0	3,5	3,3	3,1	3,1	3,0	3,5	7,5	7,2	8,2	6,6	9,2	3,7	
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2022 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans (1) (2)	86,6	109,5	104,4	102,0	121,3	95,7	77,3	61,2	98,9	118,7	107,3	90,7	107,7	90,7	93,1	111,2	16,5	48,5	4,9	88,7	
Espérance de vie à la naissance en 2021 (1) (3)																					
Hommes	80,9	79,2	79,0	79,3	80,7	79,0	77,1	80,7	78,2	79,7	80,0	79,9	79,5	79,4	72,9	74,0	72,7	76,7	72,5	79,3	
Femmes	86,1	85,2	85,1	85,0	86,5	84,5	83,6	86,0	84,6	85,6	85,6	86,1	85,2	85,5	79,9	81,4	80,0	83,4	73,9	85,4	
Espérance de vie à 65 ans en 2021 (1) (3)																					
Hommes	19,7	19,0	19,2	19,1	20,1	18,6	17,6	19,6	18,7	19,6	19,6	19,7	19,1	19,2	16,8	17,1	16,7	18,3	13,9	19,1	
Femmes	23,4	22,9	23,2	23,0	23,6	22,3	21,7	23,5	22,7	23,4	23,3	23,7	22,9	23,2	20,6	20,9	20,3	22,0	14,7	23,2	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2022 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Toutes les données de Mayotte, département et région d'outre-mer depuis 2011, sont issues des estimations de population,

basées sur le recensement de la population

(3) France entière hors Mayotte

Sources : DREES ; Insee, estimations de population (données provisoires), État civil,



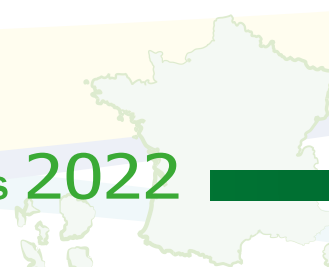
Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1^{er} janvier 2022 - Ensemble

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	432 159	129 644	159 670	127 968	15 647	268 780	321 488	771 274	163 371	269 852	286 929	196 522	257 991	3 401 295	18 516	15 725	30 584	57 556	47 067	3 570 743
5 - 9 ans	489 098	151 720	186 809	147 306	18 271	309 812	377 495	804 933	188 956	314 105	329 566	227 771	287 575	3 833 417	20 498	17 399	30 494	62 916	43 945	4 008 669
10 - 14 ans	518 413	167 895	210 731	160 833	19 234	332 583	403 702	806 539	207 850	349 762	357 409	254 471	300 271	4 089 693	23 250	19 936	30 431	66 572	40 028	4 269 910
15 - 19 ans	510 600	169 079	213 684	157 370	17 961	335 001	398 945	784 533	206 018	351 845	358 526	253 155	292 020	4 048 737	24 704	20 845	27 770	65 591	29 905	4 217 552
20 - 24 ans	477 748	151 137	191 068	135 347	16 034	325 614	372 518	794 294	186 684	328 883	345 388	224 348	270 870	3 819 933	19 642	17 446	22 386	52 829	19 305	3 951 541
25 - 54 ans	3 025 141	965 422	1 187 662	894 681	129 999	2 031 310	2 209 255	5 078 424	1 162 198	2 126 224	2 154 635	1 388 001	1 823 904	24 176 856	125 795	116 069	109 833	325 395	99 150	24 953 098
55 - 59 ans	526 275	187 667	224 566	170 453	23 505	381 371	380 430	761 003	217 862	410 410	404 029	245 153	346 469	4 279 193	31 478	31 549	12 832	63 680	7 071	4 425 803
60 - 64 ans	484 520	185 800	224 018	165 614	22 561	365 541	362 487	656 260	216 337	405 402	387 679	238 114	326 839	4 041 172	28 059	29 202	10 463	51 671	4 916	4 165 483
65 - 74 ans	885 300	357 611	428 537	318 954	44 114	654 931	656 141	1 053 966	410 525	798 039	743 275	451 184	615 467	7 418 044	44 894	44 575	12 994	74 532	5 269	7 600 308
75 - 84 ans	528 431	206 783	239 987	182 504	28 951	351 417	330 530	588 583	223 444	462 027	443 536	250 512	405 359	4 242 064	24 546	25 526	4 977	34 846	2 080	4 334 039
85 ans et +	275 548	112 635	136 200	103 885	13 188	185 734	174 181	295 339	124 041	265 436	242 576	143 865	204 422	2 277 050	11 557	12 101	1 672	13 258	612	2 316 250
Ensemble	8 153 233	2 785 393	3 402 932	2 564 915	349 465	5 542 094	5 987 172	12 395 148	3 307 286	6 081 985	6 053 548	3 873 096	5 131 187	65 627 454	372 939	350 373	294 436	868 846	299 348	67 813 396
Moins de 6 ans	525 063	157 942	194 382	155 786	19 354	327 871	391 974	929 181	198 891	328 413	349 155	238 471	313 460	4 129 943	22 290	19 033	36 417	69 605	55 822	4 333 110
Enfants de 6 à 16 ans	1 122 316	360 345	449 596	345 421	41 223	718 512	871 390	1 771 799	445 385	748 294	770 030	544 062	651 361	8 839 734	50 429	42 526	66 969	144 365	89 092	9 233 115
Jeunes de 16 à 25 ans	973 572	313 278	395 317	284 122	33 584	653 662	759 644	1 576 785	384 972	669 328	695 759	466 677	553 962	7 760 662	42 621	36 858	47 964	114 271	45 878	8 048 254
Population de 26 à 64 ans	3 946 062	1 310 842	1 601 554	1 206 267	172 844	2 716 995	2 882 858	6 336 495	1 561 374	2 881 601	2 880 738	1 829 886	2 446 191	31 773 707	181 938	173 961	129 376	431 692	107 311	32 797 985
Population de 65 ans et plus	1 689 279	677 029	804 724	605 343	86 253	1 192 082	1 160 852	1 937 888	758 010	1 525 502	1 429 387	845 561	1 225 248	13 937 158	80 997	82 202	19 643	122 636	7 961	14 250 597
Population de 75 ans et plus	803 979	319 418	376 187	286 389	42 139	537 151	504 711	883 922	347 485	727 463	686 112	394 377	609 781	6 519 114	36 103	37 627	6 649	48 104	2 692	6 650 289
Population de 80 ans et plus	494 649	199 487	239 314	180 828	25 676	340 490	309 990	537 562	218 303	458 025	423 907	250 716	372 858	4 051 805	21 240	22 942	3 415	27 212	1 351	4 127 965

(1) Les estimations de population pour l'année 2022 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimation de population 2022 (données provisoires)



Sources : DREES, FSV (Fonds solidarité Vieillesse), INSEE, CNAF, DARES, DGFiP, CNAV, CCMSA, CAF, Banque de France, Pôle emploi, ASP, IEDOM, Fonds CMU, Régimes obligatoires Sécurité sociale (CNAM, CNDSSSTI, CCMSA, SLM, Régimes spéciaux, URSSAF), Fichier national des Assedic, RSI, CDC, ENIM, CAVIMAC.

Pour en savoir plus :

Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le **taux de pauvreté** correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

L'**intensité de la pauvreté** est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Le **niveau de vie médian** est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

Ménage fiscal

Le « **ménage fiscal** » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communales, communales et supra-communales.

À partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le **taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

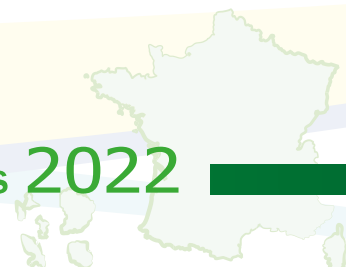
Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (**RSA socle jeune**).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le **RSA socle** est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le **RSA socle non majoré** s'est substitué au revenu minimum d'insertion (**RMI**) et le **RSA socle majoré** à l'allocation de parent isolé (**API**).

Prime d'activité

La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. C'est un complément de revenu qui est versé chaque mois, depuis le 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA).



Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 à la suite de la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) est une protection complémentaire santé gratuite accordée aux personnes remplissant certaines conditions de résidence et de ressources.

Elle prend en charge le ticket modérateur (part restant habituellement à la charge du patient) et le forfait journalier en cas d'hospitalisation. Elle garantit l'application des tarifs opposables par les médecins conventionnés ; de plus, les dépassements de tarifs pour les lunettes, les prothèses auditives et les appareils dentaires sont également pris en charge dans la limite d'un certain montant. Enfin, elle permet la dispense d'avance de frais lors des consultations chez le médecin, à la pharmacie, pour les médicaments sur prescription, au laboratoire, etc.

À partir du 1^{er} novembre 2019, la CMU-C et l'ACS sont remplacées par la complémentaire santé solidaire (CSS).

La CSS

La Complémentaire santé solidaire aussi appelée CSS ou C2S est une aide de l'Etat qui vous permet de payer vos dépenses de santé. Elle se présente comme une mutuelle gratuite ou à moins d'un euro par jour et par personne. Avec elle, vous ne payez pas chez le médecin, à l'hôpital et en pharmacie.

Depuis le 1^{er} novembre 2019, la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMU-C) s'est ouverte aux personnes éligibles à l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS) moyennant une participation financière entre 8 et 30 € par mois en fonction de l'âge. L'ACS ainsi supprimée a laissé place à un dispositif commun appelé Complémentaire santé solidaire.

Pour obtenir la Complémentaire santé solidaire, vous devez respecter le plafond d'attribution de la Sécurité sociale qui est basé sur les ressources de votre foyer.

Aide complémentaire :

Aide sociale aux personnes âgées ou handicapées : les départements ont attribué 2 millions de prestations fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

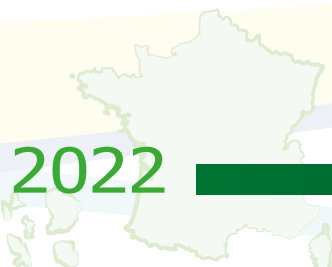
Minima sociaux et prestations à destination des ménages modestes | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2412603> ▶

Explore — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Fin 2018, un bénéficiaire de minima sociaux sur six n'avait pas de complémentaire santé | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2019)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1) (2)	22 610	21 640	21 990	21 710	20 950	21 800	20 360	24 060	21 380	21 540	20 980	21 850	21 590	21 930	nd	18 570	nd	15 890	nd	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1) (2)	3,4	3,0	2,8	3,0	3,5	3,3	3,2	4,4	3,0	3,0	3,3	2,8	3,6	3,4	nd	4,1	nd	4,3	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1) (2)	12,8	12,8	10,7	13,0	18,0	14,7	17,6	15,5	13,3	13,4	16,8	10,7	17,1	14,5	nd	27,4	nd	37,2	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	20,4	20,6	19,6	21,9	22,6	25,0	29,0	19,5	22,2	23,2	27,6	18,3	25,0	22,7	nd	45,4	nd	53,0	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	8,6	8,6	8,3	7,7	17,8	8,6	10,3	9,2	8,2	10,6	12,4	7,7	11,4	9,6	nd	29,5	nd	37,2	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	19,8	18,7	18,7	19,5	20,6	20,3	19,2	23,1	19,0	19,5	20,6	18,5	21,5	20,4	nd	23,3	nd	23,6	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Source Budget des familles pour Guadeloupe, Guyane et Mayotte

Sources : DREES ; Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2019, Budget des familles pour Guadeloupe, Guyane et Mayotte

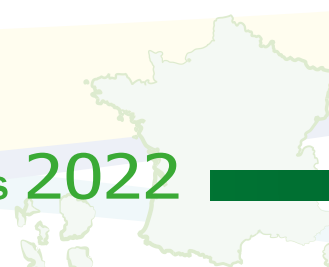
Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2019)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de ménages fiscaux	3 434 965	1 240 046	1 490 113	1 131 828	126 908	2 366 349	2 459 959	5 001 831	1 438 006	2 706 556	2 623 383	1 642 803	2 275 217	27 937 964	nd	149 292	nd	322 669	nd	nd
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	58,3	55,9	55,4	56,6	54,7	55,0	51,6	69,2	54,8	54,3	52,3	55,2	57,2	57,6	nd	39,2	nd	33,3	nd	nd
Salaire net annuel moyen en équivalent temps plein par sexe et PCS dans le secteur privé	28 293	25 804	25 877	26 603	24 958	26 370	26 629	36 592	26 528	26 144	26 851	26 283	27 921	29 132	26 752	26 485	27 567	24 927	nd	29 074
Femmes	25 047	22 975	23 222	23 927	22 872	23 387	23 805	33 373	23 575	23 582	23 952	23 377	24 835	26 196	25 440	25 134	25 850	23 747	nd	26 168
Hommes	30 566	27 780	27 799	28 516	26 541	28 482	28 400	38 964	28 523	28 049	28 964	28 344	30 235	31 227	27 920	27 699	28 637	25 705	nd	31 149
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	47 263	44 708	44 907	45 661	41 651	45 428	45 762	58 021	46 078	45 355	44 778	44 762	47 490	50 691	50 957	50 894	52 254	48 328	nd	50 684
Professions intermédiaires	28 821	27 958	27 417	28 393	28 831	28 449	28 301	31 344	28 893	27 843	27 765	27 652	29 070	28 914	30 497	29 866	32 430	28 561	nd	28 927
Employés	20 939	20 279	20 151	20 516	20 622	20 217	20 330	22 372	20 336	20 338	20 085	20 376	20 820	20 878	21 751	21 509	21 594	20 456	nd	20 883
Ouvriers	22 481	22 079	21 272	21 879	21 825	22 448	22 080	22 133	22 578	21 377	21 242	21 631	21 971	21 980	21 131	21 343	21 316	21 071	nd	21 966

Champ : France hors Mayotte. Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés et contrats de professionnalisation. Sont exclus les agents du secteur public, les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, Bases Tous salariés, au lieu de résidence, DGFIP, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables																				
Dossiers de surendettement déposés																				
2008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4	190 162
2020	11 748	5 441	4 813	5 068	429	8 746	15 413	15 454	7 521	10 532	9 104	5 320	9 146	108 735	325	361	126	1 102	12	110 661
2021	12 716	6 047	4 886	5 663	531	9 686	17 230	18 328	8 297	11 626	10 305	5 724	9 926	120 965	379	382	212	1 204	24	123 166
Dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1	162 300
2020	11 783	5 296	4 786	4 924	399	8 768	14 833	14 573	7 256	10 290	8 854	4 885	8 307	104 954	317	309	176	956	8	106 720
2021	11 832	5 628	4 714	5 337	507	9 219	16 126	16 807	7 908	11 019	9 498	5 067	9 019	112 681	353	377	188	1 132	21	114 752
Part des dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0	85,3
2020	100,3	97,3	99,4	97,2	93,0	100,3	96,2	94,3	96,5	97,7	97,3	91,8	90,8	96,5	97,5	85,6	139,7	86,8	nd	96,4
2021	93,0	93,1	96,5	94,2	95,5	95,2	93,6	91,7	95,3	94,8	92,2	88,5	90,9	93,2	93,1	98,7	88,7	94,0	87,5	93,2

Sources : Banque de France, enquête typologie ; IEDOM Réunion

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Chômage

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Données septembre 2022																				
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	606 720	201 380	246 020	200 020	16 430	421 740	523 050	974 220	249 260	460 490	550 350	289 230	453 830	5 192 740	58 560	46 220	25 650	156 480	nd	5 479 650
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	319 830	98 580	115 710	99 380	10 190	229 220	293 490	628 310	126 910	232 310	302 620	136 490	261 090	2 854 130	46 280	34 440	21 020	120 230	nd	3 076 100
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C)	269 690	93 090	111 440	94 430	5 340	196 520	240 790	442 710	115 510	209 270	251 420	133 210	197 370	2 360 790	31 090	23 110	6 940	84 570	nd	2 506 500
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	52,8	51,8	53,8	52,4	54,9	51,1	51,1	49,9	53,0	54,3	52,5	54,4	52,0	52,1	58,5	58,7	59,6	52,3	nd	52,2
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	12,6	13,6	13,2	13,9	12,6	13,1	15,8	10,0	15,1	12,8	12,9	15,1	11,7	12,8	12,0	11,6	17,4	13,6	nd	12,8
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	26,6	27,9	26,8	27,2	30,2	27,7	24,6	28,0	26,1	28,3	28,0	25,6	28,8	27,3	35,3	37,9	23,3	30,0	nd	27,5
Taux de chômage localisé (1er trimestre 2022) en % (1)	6,3	6,2	5,8	6,7	6,3	7,1	8,8	7,0	6,9	6,5	8,8	5,9	8,3	7,1	16,2	13,0	17,7	18,5	nd	7,3
Données 2020-2021																				
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en QPV (Quartiers de la politique de la ville 2015) (2)																				
Catégorie A tous âges																				
Au 31 décembre 2020 (2)	40 555	14 583	9 368	17 522	697	43 278	73 503	148 904	22 000	22 069	45 165	19 905	57 496	514 348	nd	nd	nd	29 803	nd	nd
Au 31 décembre 2021 (2)	35 190	12 698	7 752	15 372	533	38 210	65 119	131 117	19 570	19 202	41 049	16 721	51 876	453 876	nd	nd	nd	28 162	nd	nd
Catégorie A, B, C tous âges																				
Au 31 décembre 2020 (2)	60 535	22 642	14 123	27 277	905	61 946	106 457	204 930	32 395	34 010	63 050	30 372	80 531	738 268	nd	nd	nd	36 135	nd	nd
Au 31 décembre 2021 (2)	56 288	21 456	12 895	25 731	762	58 498	100 490	192 424	30 807	31 675	60 390	28 064	76 969	695 687	nd	nd	nd	34 961	nd	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en QPV au 31 décembre 2021 (2)																				
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	56 288	21 456	12 895	25 731	762	58 498	100 490	192 424	30 807	31 675	60 390	28 064	76 969	695 687	nd	nd	nd	34 961	nd	nd
Demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) dans les QPV (catégorie A, B ou C)	26 388	10 061	5 860	12 313	265	27 957	47 755	94 053	14 550	14 468	28 922	13 535	35 600	331 462	nd	nd	nd	20 222	nd	nd
Part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV (catégorie A, B ou C) (en %)	46,9	46,9	45,4	47,9	34,8	47,8	47,5	48,9	47,2	45,7	47,9	48,2	46,3	47,6	nd	nd	nd	57,8	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux, données provisoires

(2) Les données issues du fichier des DEFM annuel au 31 décembre sont des données structurelles. Deux millésimes consécutifs ne doivent pas être utilisés pour mesurer des évolutions. En effet, les données sont géolocalisées à partir d'un référentiel d'adresses qui est en évolution constante, des améliorations étant apportées régulièrement sur la localisation des adresses. Les évolutions entre deux millésimes ne reflètent donc pas uniquement l'évolution réelle des DEFM mais aussi l'évolution du référentiel.

Sources : DREES ; Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT ; Pôle emploi ; Dares, statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, Quartiers prioritaires de la politique de la ville de France Métropolitaine et La Réunion) - géoréférencement Insee; ASP, traitement Dares

Pauvreté - Précarité - Exclusion RSA et Minima sociaux

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2021 (1) (7)	161 803	60 388	61 044	61 731	6 674	144 057	213 056	364 094	83 708	146 154	194 799	69 795	159 237	1 726 540	43 959	35 070	23 148	97 771	4 397	1 930 885
Dont :																				
RSA majoré	17 967	6 794	6 733	7 636	592	15 967	26 615	34 486	10 095	15 795	21 090	9 140	18 001	190 911	4 827	3 877	6 328	15 496	0	221 439
RSA non majoré (8)	143 781	53 567	54 298	54 070	6 079	128 053	186 391	329 525	73 592	130 304	173 641	60 631	141 199	1 535 131	39 129	31 191	16 819	82 263	4 397	1 708 930
Dont RSA (socle) jeune	55	27	13	25	3	37	50	83	21	55	68	24	37	498	3	2	1	12	0	516
Taux de population couverte par le RSA en % (allocataire, conjoint et personnes à charge) au 31/12/2020 (2) (3) (6)	4,3	4,6	3,6	5,2	3,5	5,6	8,1	5,8	5,4	5,0	6,7	3,9	6,8	5,6	22,3	17,8	23,4	26,7	4,5	6,1
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2021 (1)	523 068	186 287	225 568	177 550	21 435	370 943	469 331	674 148	233 856	445 100	480 012	268 962	382 390	4 458 650	29 565	31 930	12 162	85 563	1 111	4 618 981
Dont :																				
Prime d'activité majorée	21 587	8 297	9 458	8 465	1 020	15 466	20 128	34 500	11 591	18 922	19 624	11 760	17 160	197 978	2 284	2 229	1 869	6 107	0	210 467
Prime d'activité non majorée	501 481	177 990	216 110	169 085	20 415	355 477	449 203	639 648	222 265	426 178	460 388	257 202	365 230	4 260 672	27 281	29 701	10 293	79 456	1 111	4 408 514
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2020	32 279	12 374	12 823	12 322	1 179	31 670	38 963	60 180	17 432	25 640	36 787	13 406	28 147	323 202	6 595	5 713	980	17 784	83	354 357
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (3) (4) (6) (7)	0,6	0,7	0,6	0,8	0,6	0,9	1,0	0,7	0,9	0,7	1,0	0,6	0,9	0,8	2,8	2,6	0,5	3,2	0,1	0,9
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2020 (3)	60 117	21 063	22 496	18 052	8 129	38 894	48 025	95 014	24 021	56 634	74 490	23 272	80 664	570 871	18 105	13 740	3 918	25 007	19	631 660
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus (4) (6)	2,8	2,5	2,2	2,4	7,6	2,5	3,2	3,7	2,5	3,0	4,2	2,2	5,3	3,2	16,9	12,5	13,6	15,0	0,2	3,5
Bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire sans et avec participation financière (CSS) (C2S, C2SP) au 31 décembre 2021 (5)																				
Bénéficiaires de la CSS	669 323	234 474	222 516	239 817	20 278	527 036	843 423	1 275 320	335 023	526 172	738 384	287 479	631 927	6 551 173	114 606	88 828	78 901	381 685	0	7 215 193
Bénéficiaires de la CSS en % de la population totale	8,2	8,4	6,5	9,3	5,8	9,5	14,1	10,3	10,1	8,7	12,2	7,4	12,3	10,0	30,7	25,4	26,8	43,9	nd	10,6

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence Guadeloupe : y compris Saint-Barthélemy et Saint-Martin

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge. Hors "RSA jeunes" (à la charge de l'État). Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(3) Les données par département de résidence sont estimées pour les DOM. Les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse du Sud correspondent au nombre d'allocataires au niveau régional divisé par 2.

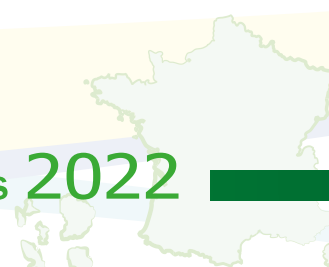
(4) hors allocataires résidents à l'étranger et allocataires non ventilés par départements (ces derniers représentent 0,0001% de la population totale) (5) À compter du 1er novembre 2019, la CMU-C est remplacée par la CSS (sans participation).

(6) Indicateurs sociaux départementaux

(7) Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(8) Les bénéficiaires du "RSA jeunes" sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré.

Sources : DREES ; Régimes obligatoires Sécurité sociale : Cnam, CNDSS, CCMSA, SLM, Régimes spéciaux, URSSAF ; MSA ; Cnaf ; Insee, estimations de population au 01/01/2022 (Résultats provisoires arrêtés fin 2021), estimations de population au 01/01/2021 (résultats provisoires arrêtés fin 2021) ; Pôle emploi ; Fichier national des Assedic ; RSI ; estimation DREES, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; estimation DREES, CNAV pour les DOM



Immigration - Intégration

Immigration et origines en 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de personnes immigrées	780 074	196 668	126 119	187 367	33 699	509 467	337 441	2 423 279	150 591	387 222	536 703	157 747	551 889	6 378 266	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pays de naissance des immigrés																				
Portugal	83 673	26 260	7 679	32 389	8 063	36 316	25 584	234 400	10 909	62 292	46 856	10 246	28 484	613 151	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Italie	60 603	12 034	2 463	4 148	4 197	42 278	14 036	58 140	3 166	10 346	22 149	3 357	50 833	287 750	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Espagne	31 630	6 432	2 724	6 248	701	12 449	7 201	45 829	3 027	33 501	68 405	3 514	24 740	246 401	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays de l'UE (à 27)	62 005	17 163	16 893	12 592	4 284	91 887	46 061	165 103	12 698	43 486	62 449	16 333	59 920	610 874	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays d'Europe	85 834	22 807	19 278	10 474	1 100	51 080	11 990	106 966	13 260	52 933	44 268	15 803	36 775	472 568	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Algérie	124 949	22 308	6 582	16 504	1 317	60 138	62 500	330 935	20 820	25 574	61 990	13 500	93 101	840 218	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Maroc	72 000	28 661	10 711	29 144	9 773	54 149	60 987	253 519	17 871	48 001	103 280	17 080	80 130	785 306	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Tunisie	42 309	5 773	2 994	5 012	2 078	9 798	9 302	127 827	5 360	6 453	12 206	6 551	56 125	291 788	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays d'Afrique	78 519	20 616	25 905	36 526	765	47 209	50 131	534 348	33 988	47 688	45 009	38 816	53 119	1 012 639	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Turquie	44 877	14 116	6 312	10 575	29	48 678	10 202	67 981	7 832	9 032	7 998	5 804	11 791	245 227	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays	93 675	20 498	24 578	23 755	1 392	55 485	39 447	498 231	21 660	47 916	62 093	26 743	56 871	972 344	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,8	51,3	50,3	50,8	45,8	51,6	48,9	51,8	49,4	51,8	51,8	50,2	51,8	51,5	61,6	61,5	52,7	62,7	nd	51,5

Sources : I Insee, RP2019 exploitation principale, géographie au 01/01/2022, RP 2019 exploitation complémentaire pour les Dom (RP 2018 pour Mayotte)

Immigration - Intégration

Activité et chômage de la population immigrée et étrangère (2)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus en 2019																				
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 377 833	1 121 066	1 342 949	1 029 379	135 293	2 263 078	2 278 165	5 502 119	1 312 940	2 389 918	2 292 096	1 576 297	1 951 590	26 572 725	124 988	129 603	72 075	265 880	nd	27 165 270
Immigrés	327 573	74 808	54 083	77 981	15 736	200 025	121 801	1 264 506	58 498	156 532	200 636	66 489	209 499	2 828 167	5 416	3 209	21 083	6 833	nd	2 864 707
Non immigrés	3 050 260	1 046 258	1 288 867	951 398	119 557	2 063 053	2 156 364	4 237 613	1 254 443	2 233 386	2 091 459	1 509 809	1 742 091	23 744 558	119 572	126 394	50 992	259 047	nd	24 300 563
Français	3 180 984	1 079 092	1 308 858	984 024	122 724	2 142 770	2 206 927	4 745 946	1 279 770	2 287 553	2 175 135	1 537 453	1 827 138	24 878 374	121 366	127 639	56 130	263 031	nd	25 446 542
Étrangers	196 849	41 973	34 092	45 356	12 570	120 308	71 238	756 173	33 170	102 365	116 961	38 844	124 452	1 694 351	3 621	1 964	15 945	2 849	nd	1 718 729
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1) en 2019	11,4	12,0	11,4	12,5	11,7	13,3	16,3	12,1	13,2	12,6	14,5	11,2	14,0	12,8	28,2	22,9	33,9	32,7	nd	13,3
Immigrés	21,1	22,9	24,4	24,4	16,3	23,2	27,2	18,0	27,6	22,3	24,8	28,4	23,4	21,3	52,9	39,7	49,4	44,8	nd	21,8
Non immigrés	10,2	11,1	10,7	11,3	11,1	12,1	15,5	10,2	12,3	11,8	13,4	10,2	12,7	11,7	26,5	22,3	24,3	32,3	nd	12,2
Français	10,5	11,3	10,9	11,6	11,1	12,5	15,7	10,7	12,5	12,0	13,7	10,5	13,0	12,0	26,6	22,4	23,9	32,5	nd	12,4
Étrangers	23,3	26,4	27,2	27,9	17,1	25,4	30,8	19,9	32,0	24,3	27,5	32,6	25,6	23,6	58,9	44,5	54,8	49,7	nd	24,3

(1) au sens du recensement de la population
(2) Total France entière hors Mayotte

Source : Insee, RP 2019 exploitation principale (RP 2018 pour Mayotte)

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA, CNAV, FSV.

Pour en savoir plus :

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). L'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

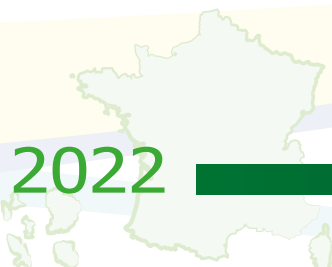
Aide complémentaire :

Les données individuelles sur l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et l'aide sociale à l'hébergement (ASH) | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Allocation personnalisée d'autonomie : les aides apportées aux personnes âgées | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion. Édition 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2021 (1)	134 344	59 024	68 680	45 970	8 469	100 681	131 663	167 126	72 359	123 493	139 151	59 830	96 749	1 207 539	10 534	9 078	2 988	21 589	620	1 251 728
Part des allocataires AAH dans la population des 15 ans à 64 ans en % (4)	2,7	3,6	3,4	3,0	4,0	2,9	3,5	2,1	3,6	3,4	3,8	2,5	3,2	3,0	4,6	4,2	1,6	3,9	0,4	3,0
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2020	170 616	65 353	73 676	52 990	10 802	104 665	122 004	134 157	72 988	143 560	154 186	70 241	109 588	1 284 826	6 041	9 632	953	16 716	nd	1 318 168
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 60 ans et + (2)	8,0	7,7	7,3	6,9	10,1	6,8	8,1	5,2	7,6	7,5	8,6	6,6	7,1	7,3	5,6	8,8	3,3	10,0	nd	7,3
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	22,0	21,2	20,4	19,1	26,4	20,1	25,2	15,7	21,8	20,5	23,3	18,6	18,5	20,4	17,0	25,7	15,1	36,3	nd	20,5
Part des bénéficiaires de l'APA à domicile classés en GIR 1 ou 2 parmi l'ensemble des bénéficiaires de l'APA à domicile (2)	16,4	16,1	19,5	21,1	24,1	22,2	23,7	25,0	21,1	18,2	21,1	13,8	16,9	20,0	18,3	18,4	29,9	25,2	nd	20,0
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) & Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) au 31/12/2020 (3)																				
Nombre de bénéficiaires PCH + ACTP	51 832	21 058	20 638	15 487	3 700	32 771	37 954	54 715	17 383	35 361	39 831	23 014	31 269	385 013	3 614	3 455	611	6 296	nd	398 989
Nombre de bénéficiaires PCH + ACTP / 1 000 personnes sur la population générale (2)	6,4	7,5	6,1	6,0	10,7	5,9	6,3	4,4	5,2	5,8	6,6	6,0	6,1	5,9	9,6	9,7	2,1	7,3	nd	5,9
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2021	8 665	4 527	2 430	3 615	3 568	8 657	4 166	17 099	4 447	13 740	15 303	5 145	8 742	100 104	215	224	0	281	0	100 824
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2021	45 963	20 751	26 786	18 662	3 568	31 012	46 775	33 078	29 290	49 213	32 380	22 971	22 378	382 827	1 696	1 114	563	4 098	227	390 525
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2021	54 628	25 278	29 216	22 277	3 568	39 669	50 941	50 177	33 737	62 953	47 683	28 116	31 120	479 363	1 911	1 338	563	4 379	227	487 781

(1) Pour les données Cnaf la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion

(2) Indicateurs sociaux départementaux

(3) Un bénéficiaire de la PCH ou de l'ACTP est une personne ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l'année considérée, que ce droit ait donné lieu à un paiement ou non.

Les données de certains départements étant manquantes, elles ont fait l'objet d'une estimation.
 (4) Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Sources : DREES, enquête aide sociale, ISD ; Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2021, au 01/01/2022 ; Cnav pour les Dom ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF.

Pour en savoir plus :

L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge d'hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

La politique de la ville

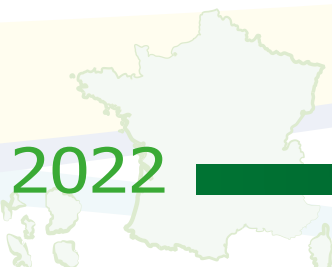
La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV), caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquels ils sont situés.

Aide complémentaire :

L'enquête Aide sociale auprès des conseils départementaux | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion - Édition 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Les mesures d'aide sociale départementale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à l'enfance fin 2020 : des effets perceptibles de la crise sanitaire | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



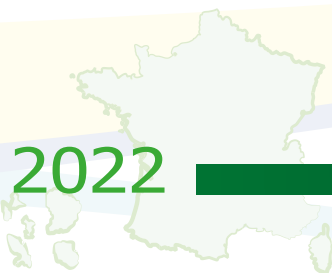
Cohésion sociale

Quartiers de la politique de la ville 2015 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	81	105	46	128	1 296	16	7	32	49	36	1 436
Population légale en quartier prioritaire	403 543	143 363	88 315	151 628	15 162	384 984	653 409	1 570 338	189 582	208 746	357 683	152 195	510 302	4 829 250	53 546	24 301	123 543	159 312	170 801	5 360 753
Population légale des communes	7 994 459	2 807 807	3 335 414	2 572 853	338 554	5 550 389	6 004 108	12 213 447	3 327 477	5 979 778	5 885 496	3 781 423	5 052 832	64 844 037	387 629	368 783	276 128	855 961	259 621	66 992 159
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,0	5,1	2,6	5,9	4,5	6,9	10,9	12,9	5,7	3,5	6,1	4,0	10,1	7,4	13,8	6,6	44,7	18,6	65,8	8,0

(1) Découpage géographique communal au 01/01/2020, découpage géographique des QPV au 14/09/2015

Sources : Insee, recensement de la population 2018 (RP 2018 pour Mayotte), recensements exhaustifs de 2018 à Mayotte



Cohésion sociale

Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Aide Sociale aux Personnes Agées au 31 décembre 2020 (1)	185 437	71 269	80 218	56 640	11 716	113 699	135 890	152 954	79 958	155 478	166 564	78 249	125 307	1 413 379	7 295	11 583	1 226	20 629	nd	1 454 112
Dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	103 428	37 690	35 408	26 775	8 956	58 263	78 859	84 254	45 378	84 021	102 650	29 882	71 508	767 072	5 632	8 329	822	17 793	nd	799 648
Dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	82 009	33 579	44 810	29 865	2 760	55 436	57 031	68 700	34 580	71 457	63 914	48 367	53 799	646 307	1 663	3 254	404	2 836	nd	654 464
Aide Sociale aux Personnes Handicapées au 31 décembre 2020 (2)	72 910	29 895	32 275	22 287	4 253	46 822	53 104	80 478	26 718	53 801	54 973	33 572	41 953	553 041	4 051	3 712	681	9 490	nd	570 975
Dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	52 359	21 125	23 138	15 344	3 811	33 435	38 280	55 065	17 896	36 685	42 151	24 259	33 147	396 695	3 610	3 455	612	7 624	nd	411 996
Dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	20 551	8 770	9 137	6 943	442	13 387	14 824	25 413	8 822	17 116	12 822	9 313	8 806	156 346	441	257	69	1 866	nd	158 979
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre de mineurs et jeunes majeurs) au 31 décembre 2020	20 423	9 449	10 165	7 630	531	17 647	27 312	29 065	12 585	19 346	17 073	10 001	12 038	193 265	1 249	1 326	958	2 732	nd	199 530
Dont Enfants confiés à l'ASE	18 918	8 837	9 697	7 191	432	16 188	25 227	27 184	11 633	17 599	15 889	9 272	10 760	178 827	961	1 100	814	2 213	nd	183 915
Dont Placements directs	1 505	612	468	439	99	1 459	2 085	1 881	952	1 747	1 184	729	1 278	14 438	288	226	144	519	nd	15 615

(1) Pour l'APA, ce sont des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre qui sont comptabilisés alors que pour les autres prestations il s'agit du nombre de bénéficiaires (ayant des droits ouverts) au 31 décembre.

Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide, en particulier l'APA et l'ASH.

(2) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Source : DREES, enquête Aide sociale 2020

Cohésion sociale

Dépenses d'Aide Sociale Départementale (en milliers d'euros) pour l'année 2020

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (1) (2)	957 199	381 872	425 245	293 922	76 280	600 723	778 619	1 013 246	409 500	814 892	865 076	409 059	634 745	7 660 378	71 033	98 981	15 004	189 983	nd	8 035 379
Dont Dépenses brutes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (3)	789 593	304 299	359 896	247 560	56 425	490 519	619 799	675 260	326 376	659 071	714 901	314 379	470 609	6 028 687	39 258	70 164	7 743	131 858	nd	6 277 710
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (1) (2)	1 129 698	412 756	454 847	353 113	48 995	648 020	820 172	1 439 795	382 793	883 343	850 049	482 681	676 383	8 582 645	34 163	37 333	9 340	120 370	nd	8 783 851
Dont Dépenses brutes de PCH et d'ACTP (2)	310 194	94 210	119 148	81 107	26 813	186 142	247 802	408 566	109 283	255 855	295 624	125 826	251 121	2 511 691	18 416	26 796	4 923	44 965	nd	2 606 791
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'Enfance (1)	930 162	363 273	412 246	301 588	17 224	736 093	960 452	1 755 051	458 831	808 629	824 373	455 556	606 225	8 629 703	59 125	59 314	37 221	110 956	nd	8 896 319
Dont dépenses de placement ASE (4)	759 100	321 036	327 320	224 288	13 167	622 738	791 805	1 258 398	385 483	687 814	693 646	379 626	498 240	6 962 661	38 698	50 577	29 955	99 879	nd	7 181 770
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA (1) (6)	1 072 938	397 733	403 429	413 159	45 538	988 868	1 475 831	2 307 918	550 519	984 684	1 289 479	478 603	1 135 304	11 544 003	284 048	247 089	1 087	13 888	nd	12 090 115
Dont dépenses d'allocations	998 450	374 398	375 632	384 612	39 224	920 817	1 388 725	2 183 562	522 549	906 098	1 194 266	435 431	1 009 359	10 733 123	267 203	241 553	0	0	nd	11 241 879
Dépenses totales brutes d'aide sociale (y compris l'aide médicale générale, les frais communs et les dépenses de personnel) (5)	4 522 820	1 731 457	1 905 953	1 491 328	201 730	3 264 210	4 405 810	7 319 840	1 990 901	3 803 635	4 261 121	2 016 364	3 348 552	40 263 721	461 699	462 818	72 526	520 579	nd	41 781 343
Dépenses totales nettes d'aide sociale (y compris l'aide médicale générale, les frais communs et les dépenses de personnel)	4 376 440	1 626 890	1 876 642	1 419 838	188 608	3 153 293	4 340 782	7 050 548	1 938 394	3 656 393	4 132 075	1 955 170	3 259 064	38 974 137	457 855	449 435	69 243	510 262	nd	40 460 932
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	537	584	551	554	540	569	725	569	586	601	683	505	635	594	1 228	1 283	235	587	nd	2 141

(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(4) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement

(5) Au sein de ces dépenses totales brutes, celles relatives à l'aide sociale à l'hébergement (ASH) des personnes âgées sont exprimées après récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

(6) À partir de 2019, l'article 81 de la loi de finances pour 2019 prévoit la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA), et de son financement, pour la collectivité territoriale unique de Guyane.

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2020

Sources : DREES, FINESS, ARS, INSEE

Pour en savoir plus :

FINESS

Le répertoire FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux) donne accès à une sélection d'informations sur les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux et sur les établissements de formation aux professionnels de ces secteurs, actualisée au quotidien en fonction des modifications effectuées au niveau territorial (ARS, DR(D)JSCS). Il constitue la référence en matière d'inventaire de ces structures et des équipements soumis à autorisation préalable en application des dispositions du code de la santé publique ou du code de l'action sociale et des familles.

EHPAD

Un EHPAD est un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie physique ou psychique et qui ne peuvent ou ne veulent plus être maintenues à domicile. C'est une structure médicalisée qui accueille en chambre individuelle ou collective et qui offre, en plus de l'aide à la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, repas ...) et des soins médicaux personnalisés, les services tels que la restauration, la blanchisserie, les animations...

Le statut de l'EHPAD peut être public, privé à but lucratif ou privé associatif.

Résidence autonomie

Les résidences autonomie sont des ensembles de logements pour les personnes âgées associés à des services collectifs, souvent construites à proximité des commerces, des transports et des services. Elles sont majoritairement gérées par des structures publiques ou à but non lucratif.

USLD

Les unités de soins de longue durée dépendent des centres hospitaliers. Les USLD sont spécifiquement réservés aux personnes fortement dépendantes dont l'état de santé demande une surveillance médicale constante, des soins permanents et un suivi médical spécifique.

Centre de jour pour personnes âgées

Les centres de jour (Centres d'accueil de Jour - CAJ) accueillent à la journée (ou à la demi-journée) des personnes âgées dépendantes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer avec l'objectif de maintenir l'autonomie et la socialisation. Ils leur permettent une poursuite de leur vie à domicile, de renouer les contacts sociaux mais aussi de soulager les aidants et les familles. Ils les font participer à des ateliers par petits groupes et à la vie communautaire.

Les centres de jour sont fréquemment adossés à un EHPAD.

SSIAD

Les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent au maintien des personnes à leur domicile. Leurs interventions sont prises en charge par l'Assurance maladie. Elles se font sur prescription médicale.

SPASAD

Les SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) sont des services assurant à la fois les missions d'un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) et celles d'un service d'aide à domicile. Ils proposent à la fois des soins infirmiers et des aides à domicile.

MAS

Les Maisons d'Accueil Spécialisées reçoivent des personnes adultes qu'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou une association de handicaps intellectuels, moteurs ou sensoriels rendent incapables de se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence et tributaires d'une surveillance médicale ainsi que de soins constants. La prise en charge de cet établissement se fait par la sécurité sociale.

FAM

Le Foyer d'Accueil Médicalisé est destiné à recevoir des personnes adultes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle et rend nécessaire l'assistance d'une tierce personne.

Ils assurent l'hébergement, la surveillance paramédicale, un suivi médical constant, et souvent une rééducation d'entretien et une animation. Cet établissement est soumis à la double tarification (sécurité sociale et conseil départemental).

EAM

Les établissements d'accueil médicalisé (EAM) accueillent des adultes en situation de handicap inaptes à toute activité à caractère professionnel. Les personnes accueillies ont besoin de l'assistance d'une tierce personne pour la plupart des actes essentiels de l'existence et d'une surveillance médicale et de soins constants. Ils remplacent les foyers d'accueil médicalisé (FAM).

Foyer de vie

Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) est un établissement qui accueille des adultes handicapés ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations, des activités en fonction de leur handicap. Certaines structures peuvent également proposer un hébergement.

Foyer d'hébergement

Les foyers d'hébergement sont des structures d'accueil ayant pour objectif de placer la personne handicapée (adulte) dans une dynamique d'insertion sociale. Ils assurent l'hébergement et l'entretien des personnes handicapées qui exercent une activité pendant la journée, en milieu ordinaire, dans différents établissements. Ils sont souvent rattachés à un service d'aide par le travail (ESAT), à une Entreprise Adaptée ou un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL). Selon les foyers, il peut s'agir de personnes handicapées physiques ou mentales. Ce service vient généralement en complément d'actions pour la réinsertion professionnelle, en milieu ordinaire ou protégé. Les foyers d'hébergement ne sont pas médicalisés : les personnes y bénéficient d'un accompagnement par une équipe de travailleurs sociaux.

Foyer d'accueil polyvalent

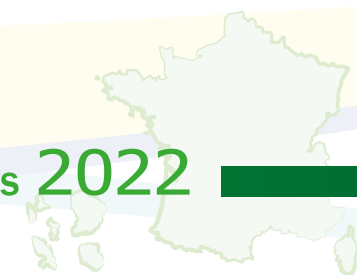
Les foyers d'accueil polyvalent sont une catégorie d'établissements permettant de comptabiliser les foyers d'hébergement proposant aux adultes handicapés à la fois de l'internat, des activités occupationnelles et de la prise en charge médicalisée.

EANM

Les établissements d'Accueil Non Médicalisé pour personnes handicapées (EANM) remplacent les foyers de vie, les foyers d'hébergement et les foyers d'accueil polyvalents pour adultes handicapés dans la nouvelle nomenclature Finess.

Établissement d'accueil temporaire

L'accueil temporaire permet d'être accueilli dans un établissement pour une durée limitée avec ou sans hébergement.



CRP

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) proposent des stages de rééducation professionnelle permettant aux personnes handicapées de suivre une formation qualifiante avec la possibilité d'être rémunérées.

L'objectif des Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) est d'entraîner ou de ré-entraîner la personne au travail, en vue d'une insertion ou d'une réinsertion professionnelle.

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) sont des établissements médico-sociaux gérés par des organismes publics ou privés. Les frais de formation sont pris en charge par l'assurance maladie.

La durée des actions de formation est de 10 à 30 mois.

CPO

Un centre de pré-orientation contribue à l'orientation professionnelle des personnes en situation de handicap qui rencontrent des difficultés d'insertion dans le milieu du travail. Il propose des stages pour affiner un projet professionnel et faciliter l'insertion professionnelle.

UÉROS

L'UÉROS est une Unité d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale ou professionnelle pour personnes cérébro-lésées.

ESAT

Les Établissements ou Services d'Aide par le Travail sont des établissements médico-sociaux.

Ils permettent aux travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités personnelles et de développer ainsi leur potentiel.

Pour être accueilli en ESAT, il faut une orientation professionnelle vers le milieu protégé par la CDAPH.

SAVS

Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale ont pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels.

Ces services prennent en charge des personnes adultes, y compris celles ayant la qualité de travailleur handicapé, dont les déficiences et incapacités rendent nécessaires, dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

Les SAVS accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

SAMSAH

Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés est un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soins. Il accompagne les adultes handicapés dans leur projet de vie tout en favorisant les liens familiaux, sociaux, scolaires, professionnels.

Ce service prend en charge des adultes handicapés qui ont besoin d' :

- Une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie

et également dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- De soins réguliers et coordonnés
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Les SAMSAH accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

IME

Les Instituts Médico Éducatifs accueillent les enfants atteints de déficiences intellectuelles qui ont en général entre 3 et 20 ans. Ils regroupent les anciens IMP (instituts médico-pédagogiques) et les anciens IMPRO (instituts médico professionnels). Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés

Les Établissements et services pour enfants et adolescents polyhandicapés accueillent et accompagnent des enfants qui souffrent d'un polyhandicap (association d'une déficience mentale grave à une déficience motrice importante) entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Le financement de ces établissements se fait par le biais du prix de journée et est pris en charge par l'Assurance Maladie.

ITEP

Les Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques accueillent des enfants ou adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement qui ont entre 6 et 18 ans. Les ITEP remplacent les instituts de rééducation (IR).

Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

IEM

Les Instituts d'Éducation Motrice accueillent des enfants présentant une déficience motrice ou physique importante. Les enfants qui ont en général entre 3 et 20 ans sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Jardin d'enfants spécialisé

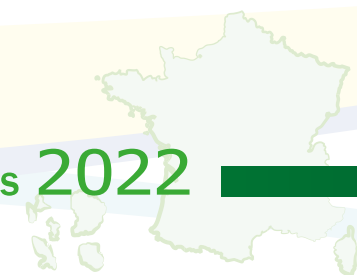
Accueil d'enfants handicapés de 2 à 6 ans, présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. Les JES proposent un accueil sur mesure pour une éducation précoce. Ils développent les dimensions d'observation, de diagnostic, de dépistage, d'affinement des indications et d'orientation et visent l'épanouissement de la personnalité. Les JES permettent de développer les potentiels affectif, physique, intellectuel et relationnel, ainsi que les compétences de la personne handicapée mentale. Ils mènent des actions éducatives visant l'éveil sensori-moteur, la communication et le maximum d'autonomie possible. Ils apportent des soins médicaux et paramédicaux adaptés. Ce travail est effectué en partenariat avec l'Éducation nationale, les services de soins, l'entourage de l'enfant handicapé...

Établissement pour jeunes déficients sensoriels

Établissements pour déficients auditifs : les enfants accueillis par ces établissements, âgés de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés, sont atteints de déficiences auditives et reçoivent au sein de l'établissement des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle.

Instituts pour déficients visuels : ces établissements accueillent des enfants et des adolescents déficients visuels âgés généralement de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés.

Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds ou aveugles : ils ont pour but de fournir des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle à des enfants déficients visuels ou déficients auditifs (il s'agit soit d'instituts d'éducation sensorielle pour enfants déficients auditifs ou pour enfants déficients visuels ayant une section pour enfants sourds et aveugles, soit d'un établissement de soins et d'éducation spécialisée pour enfants sourds et/ou aveugles).



SESSAD

Le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile apporte un soutien spécialisé aux enfants et adolescents dans leurs différents lieux de vie et d'activités (domicile, crèche, école,...) et/ ou dans les locaux du service. Les enfants sont admis sur décision de la CDAPH. Les prestations sont prises en charge par la Sécurité sociale.

Son équipe pluridisciplinaire met en œuvre une prise en charge précoce de l'enfant et l'accompagnement des familles ; puis elle favorise le soutien à la scolarité de l'enfant et l'acquisition de l'autonomie.

Selon leur spécialité et selon l'âge des enfants, un SESSAD peut s'appeler différemment : SAFEP, SSEFIS, SAAAIS ou SSAD.

LVA

Un lieu de vie et d'accueil (L.V.A.) est une structure sociale ou médico-sociale de petite taille assurant un accueil et un accompagnement personnalisé en petit effectif, d'enfants, d'adolescents et d'adultes, en situation familiale, sociale ou psychologique problématique. Les lieux de vie et d'accueil (L.V.A) occupent une position à la limite des établissements médico-sociaux et des accueils familiaux. Ils sont une alternative pour des personnes pour lesquelles un accompagnement professionnel et fortement personnalisé est préconisé. Les LVA sont particulièrement sollicités pour des enfants, adolescents ou adultes pour lesquels les caractéristiques institutionnelles des établissements sociaux et médico-sociaux ne sont pas indiquées.

CMPP

Les Centres Médico-Psycho-Pédagogiques (CMPP) sont des services médico-sociaux assurant des consultations, des diagnostics et des soins ambulatoires pour des enfants et adolescents de 0 à 20 ans. Les CMPP sont fréquemment consultés en première intention dans le cadre de troubles psychiques, avec des manifestations symptomatologiques, comportementales ou instrumentales variées et pour lesquels il est difficile de faire un lien avec la gravité de la pathologie sous-jacente.

CAMSP

Le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce est un lieu de prévention, de dépistage et de prise en charge d'enfants de la naissance à 6 ans par une équipe pluridisciplinaire médicale, paramédicale et éducative.

Ses missions permettent :

- un suivi en consultation médicale de dépistage (pour les enfants prématurés, les inquiétudes neurologiques...)
- la rééducation d'enfants présentant des handicaps moteurs, sensoriels, mentaux, psychiques...

Aucune orientation par la CDAPH n'est nécessaire pour accéder aux consultations.

CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a été créée par la loi du 11 février 2005.

Elle succède ainsi à la CDES et à la COTOREP depuis le 1er janvier 2006 et siège au sein des MDPH. Elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Aide complémentaire :

FINESS : Accueil (sante.gouv.fr)

312 000 personnes sont accompagnées dans les établissements et services médico-sociaux pour adultes handicapés fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

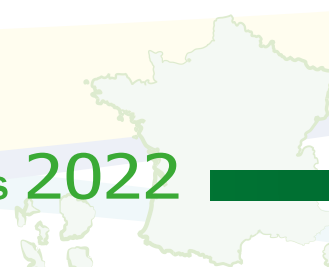
Près de 170 000 enfants et adolescents handicapés sont accompagnés dans des structures dédiées fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Infographie : L'hébergement des personnes âgées en établissement - Les chiffres clés | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Des résidents de plus en plus âgés et dépendants dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

L'accueil des personnes âgées en établissement : entre progression et diversification de l'offre | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

L'enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)



Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour les personnes âgées selon la catégorie d'établissement

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2021

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)																				
Nombre d'établissements	937	417	512	314	29	615	587	709	381	918	823	578	591	7 411	22	25	4	20	0	7 482
Nombre total de places installées	77 895	33 477	41 461	29 518	1 937	52 267	47 416	65 732	34 161	71 621	60 432	47 034	46 266	609 217	1 301	1 701	199	1 519	0	613 937
Dont places en accueil temporaire (1)	1 483	713	1 022	593	44	1 177	1 214	1 471	795	1 622	1 226	1 585	605	13 550	59	40	0	22	0	13 671
Dont places en accueil de jour (5)	1 264	677	729	372	6	1 214	1 137	1 631	797	1 372	1 102	645	876	11 822	66	49	0	82	0	12 019
Résidence autonomie																				
Nombre d'établissements	291	84	86	87	1	199	219	433	231	255	117	172	127	2 302	2	2	2	0	0	2 308
Nombre total de places installées	13 507	4 590	3 752	4 067	0	11 222	11 571	26 229	12 480	11 531	5 154	8 301	7 678	120 082	139	62	86	0	0	120 369
Dont places en accueil temporaire (1)	61	23	71	42	0	26	121	18	6	60	68	199	36	731	0	0	0	0	0	731
Dont places en accueil de jour (5)	2	0	3	1	0	0	0	4	6	0	40	2	0	58	0	0	0	0	0	58
Unités de soins de longue durée (USLD) (3)																				
Nombre d'USLD	75	29	37	23	6	70	51	51	25	63	63	41	44	578	3	3	1	2	0	587
Nombre de lits	3 844	1 323	1 703	1 345	192	2 927	3 029	3 791	1 538	3 304	3 256	1 754	1 830	29 836	165	136	30	82	0	30 249
Centre de jour pour personnes âgées																				
Nombre d'établissements	47	13	17	13	2	23	20	50	3	21	39	19	23	290	2	5	1	0	1	299
Nombre total de places installées	497	160	159	201	27	321	240	706	30	333	502	220	324	3 720	22	72	0	0	25	3 839
Dont places en accueil temporaire	384	32	30	201	27	106	99	91	22	141	490	220	269	2 112	12	0	0	0	25	2 149
Autres établissement pour personnes âgées (2)																				
Nombre d'établissements	33	20	7	10	1	21	9	26	13	27	54	30	19	270	1	6	0	5	5	287
Nombre total de places installées	790	594	176	145	24	431	175	538	229	765	789	467	659	5 782	18	86	0	146	0	6 032
Dont places en accueil temporaire (1)	194	128	51	79	0	7	20	107	2	140	43	131	42	944	0	0	0	0	0	944
Dont places en accueil de jour (5)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	67	5	0	0	74	0	0	0	0	0	74
Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD + SPASAD)																				
Nombre de services (4)	294	147	101	93	6	178	192	197	124	200	259	111	171	2 073	17	11	1	4	1	2 107
Nombre de places	13 202	6 712	6 714	5 685	576	9 981	13 542	18 332	6 534	14 383	12 707	6 982	10 024	125 374	709	468	116	547	48	127 262

(1) Y compris accueil de jour

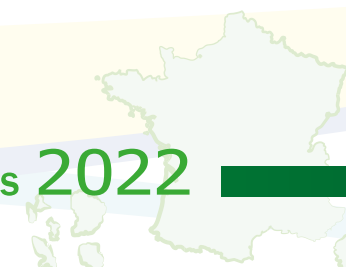
(2) Y compris Etablissements expérimentaux pour personnes âgées

(3) Source SAE - Activité réalisée : Soins de longue durée (SLD)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement (y compris les équipes mobiles Alzheimer)

(5) Y compris accueil temporaire

Sources : DREES, Finess, SAE



Établissements et services médico-sociaux

Accueil des personnes âgées

Taux d'équipement au 31.12.2021 en nombre de places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	96,9	104,8	110,2	103,1	46,0	97,3	93,9	74,4	98,3	98,5	88,1	119,3	75,9	93,5	36,0	45,2	29,9	31,6	0,0	92,3
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (places en non EHPAD, logements de résidences-autonomie, places USLD)	22,6	20,4	15,0	19,4	5,1	27,1	29,3	34,6	41,0	21,4	13,4	26,7	16,7	23,9	8,9	7,5	17,4	4,7	0,0	23,6
Taux d'équipement en places dans les centres de jour pour personnes âgées pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	0,6	0,5	0,4	0,7	0,6	0,6	0,5	0,8	0,1	0,5	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6	1,9	0,0	0,0	9,3	0,6
Taux d'équipement en places dans les services de soins infirmiers à domicile pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (SSIAD + SPASAD)	16,4	21,0	17,8	19,9	13,7	18,6	26,8	20,7	18,8	19,8	18,5	17,7	16,4	19,2	19,6	12,4	17,4	11,4	17,8	19,1

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Sources : DREES, Finess, ISD ; Insee, estimation de population 2022

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des personnes âgées toutes catégories de structures

Établissements publics ou privés, services, places installées au 31.12.2021

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire (1)	2 122	896	1 174	915	71	1 316	1 454	1 687	825	1 963	1 827	2 135	952	17 337	71	40	nd	22	0	17 470
Places en accueil de jour (2)	1 765	837	891	574	33	1 535	1 376	2 341	833	1 772	1 649	867	1 200	15 673	88	121	0	82	25	15 989
Places en accueil de nuit (2)	15	0	21	2	0	3	12	12	8	11	2	8	0	94	0	0	0	0	0	94

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Source : DREES, Finess

Capacité d'accueil pour adultes handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2021 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts- de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Maison d'accueil spécialisée (M.A.S.)																				
Nombre d'établissements	67	31	29	30	5	74	66	106	46	72	86	47	51	710	6	4	2	4	2	728
Nombre total de places installées	2 828	1 284	1 302	934	114	3 292	3 180	4 282	1 774	3 097	3 777	2 016	2 133	30 013	211	157	102	223	10	30 716
Dont places en accueil temporaire (5)	63	30	48	52	4	135	108	150	43	106	104	110	51	1 004	10	3	0	18	0	1 035
Dont places en accueil de jour (7)	148	81	43	74	0	300	261	542	122	186	191	107	196	2 251	25	15	12	27	0	2 330
Foyer d'accueil médicalisé (F.A.M.) (2) et Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (E.A.M.)																				
Nombre d'établissements	150	51	81	61	5	96	80	146	49	94	93	67	74	1 047	2	3	0	7	0	1 059
Nombre total de places installées	4 641	1 647	1 745	1 920	134	2 472	2 454	5 364	1 341	3 204	2 723	1 924	1 975	31 544	40	134	0	388	0	32 106
Dont places en accueil temporaire (5)	109	51	56	51	0	60	91	161	29	84	38	72	52	854	0	2	0	8	0	864
Dont places en accueil de jour (7)	264	68	43	125	0	173	222	729	59	179	164	51	108	2 185	40	10	0	65	0	2 300
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels), Foyer d'hébergement, Foyer d'accueil polyvalent (3), Etablissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées (E.A.N.M.)																				
Nombre d'établissements	482	187	192	142	5	252	338	339	172	294	266	293	173	3 135	12	4	1	19	0	3 171
Nombre total de places installées	14 299	5 469	5 909	3 962	134	7 851	9 830	10 270	6 193	9 439	9 438	6 129	6 132	95 055	295	93	44	554	0	96 041
Dont places en accueil temporaire (5)	376	71	195	49	6	228	232	210	63	160	167	163	108	2 028	116	40	44	266	0	2 494
Dont places en accueil de jour (7)	2 543	823	715	556	0	1 034	1 692	2 507	1 510	1 116	834	1 007	1 060	15 397	6	4	2	4	0	15 413
Etablissement d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	22	0	2	0	3	0	11	3	3	0	5	3	0	52	0	0	1	0	0	53
Nombre total de places installées	202	0	24	0	36	0	146	26	57	0	48	30	0	569	0	0	0	0	0	569
Dont places en accueil de jour (7)	10	0	0	0	0	0	0	0	30	0	25	0	0	65	0	0	0	0	0	65
Établissement expérimental (6)																				
Nombre d'établissements	29	14	4	9	0	13	16	18	28	11	14	5	7	168	0	2	6	0	0	176
Nombre total de places installées	577	29	20	171	0	218	338	352	269	236	251	61	112	2 634	0	30	55	0	0	2 719
Dont places en accueil temporaire (5)	5	12	0	0	0	0	6	12	0	94	44	0	0	173	0	0	0	0	0	173
Dont places en accueil de jour (7)	14	0	0	0	0	0	48	127	43	34	31	0	15	312	0	30	0	0	0	342
Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de préorientation (CPO), Unités Évaluation Réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)																				
Nombre de structures	21	8	12	7	2	16	7	25	9	14	17	11	16	165	2	3	0	0	1	171
Nombre total de places installées	1 258	168	426	317	15	929	735	2 900	500	1 457	1 174	411	781	11 071	40	59	0	0	0	11 170
Etablissements et services de travail protégé																				
Établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.)																				
Nombre d'établissements	200	72	85	80	3	148	128	193	82	156	137	92	96	1 472	10	7	2	11	0	1 502
Nombre total de places installées	13 999	5 794	6 418	4 941	422	11 524	13 590	16 671	7 231	11 524	10 376	6 625	7 424	116 539	579	509	178	979	0	118 784
Services d'accompagnement à la vie sociale, médico social pour adultes handicapés (SAVS et SAMSAH)																				
Nombre de services (4)	195	101	102	76	8	122	133	158	94	158	145	119	110	1 521	7	1	4	15	2	1 550
Nombre de places	7 037	3 667	4 848	2 167	131	3 959	4 538	6 290	3 417	5 902	5 640	3 114	3 250	53 960	1 297	25	150	539	39	56 010
Service de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés (SSIAD+SPASSAD)																				
Nombre de services (4)	177	121	59	59	6	98	105	114	46	78	106	49	45	1 063	11	4	1	1	1	1 081
Nombre de places	808	450	420	390	104	660	935	989	201	548	476	330	482	6 793	45	51	15	8	17	6 929

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie FAM sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans FINESS dans le but d'attribuer un seul numéro FINESS aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(5) Y compris accueil de jour

(6) XX places en catégorie 370 (établissement expérimental pour personnes handicapées)

(7) Hors accueil temporaire

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Taux d'équipement au 31.12.2021 par catégorie d'établissement : places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés																				
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	0,8	1,0	1,0	0,7	0,8	1,2	2,4	0,7	1,1	1,1	1,3	1,0	0,8	1,1	1,1	1,1	1,1	0,5	0,3	1,1
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,3	1,2	1,3	1,5	1,3	0,9	0,6	0,9	1,1	1,0	1,0	1,0	1,2	1,0	0,2	0,8	0,0	1,3	0,0	1,0
Taux d'équipement en places d'accueil de vie (inclut les foyers occupationnels)	2,5	3,5	3,6	3,0	0,3	1,8	1,8	1,5	2,9	3,1	2,3	2,9	3,2	2,4	1,5	0,4	0,3	1,3	0,0	2,4
Taux d'équipement en places dans les Établissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	3,5	4,4	4,0	4,1	2,5	4,2	4,6	2,5	4,6	4,0	3,6	3,6	3,0	3,6	3,3	3,1	1,2	2,2	0,0	3,6

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2021

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des adultes handicapés toutes catégories de structures

Places installées au 31.12.2021

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire hors accueil de jour (1)	313	84	146	95	0	294	243	241	116	209	211	274	211	2 437	10	0	0	32	0	2 479
Places en accueil de jour (2)	4 188	1 019	1 097	1 539	42	2 862	2 537	12 811	1 774	2 780	2 807	1 187	1 988	36 631	181	95	56	358	0	37 321
Places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés (1)	3 031	1 343	1 641	818	144	3 206	7 069	4 719	1 790	3 050	3 761	1 930	1 981	34 483	201	187	157	223	39	35 290
Places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (1)	5 393	1 513	2 082	1 743	213	2 494	1 729	6 172	1 700	2 997	2 852	1 830	2 991	33 709	40	134	0	567	0	34 450
Places d'accueil de vie (3)	10 228	4 576	5 710	3 576	52	5 033	5 465	9 898	4 557	8 852	6 778	5 395	7 895	78 015	266	65	44	579	0	78 969
Places d'accompagnement à la vie sociale ou d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (1)	12 576	5 302	7 551	4 049	268	4 748	4 362	14 244	4 605	9 475	8 062	5 228	10 923	91 393	1 297	55	150	1 299	0	94 194

(1) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

(3) On compte l'ensemble des places des disciplines concernées quelques soient la catégorie d'établissement et le mode d'accueil (complet ou de jour)

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

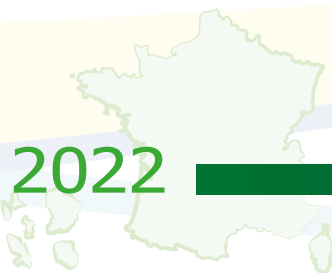
Accueil des adultes et services handicapés

Places installées au 31.12.2021 par catégorie de clientèle en établissement toutes catégories de structures du tableau 20 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	16 400	7 403	6 058	4 332	0	8 848	14 264	16 600	4 360	12 396	5 658	4 072	5 911	106 302	215	40	144	667	0	107 368
Polyhandicaps	2 082	651	341	645	94	1 114	2 499	2 763	974	2 367	1 511	761	671	16 473	29	10	93	244	39	16 888
Déficiences psychiques	4 983	1 421	1 693	723	62	1 674	1 750	6 129	920	3 082	1 297	1 423	1 447	26 604	116	179	55	83	0	27 037
Déficiences motrices	2 539	788	974	738	15	1 433	2 222	2 002	589	1 609	1 031	654	1 108	15 702	0	0	70	20	0	15 792
Déficiences sensorielles	596	49	504	150	0	355	302	846	106	741	292	99	313	4 353	0	25	80	150	0	4 608
Autres déficiences ou tous types de déficiences	10 602	5 048	9 598	5 523	729	13 505	9 750	10 984	10 825	9 548	18 438	10 587	6 254	121 391	2 073	725	87	1 147	0	125 423

(1) Hors EANM, foyers d'hébergement dont la quasi-totalité des occupants sont travailleurs d'ESAT
Y compris SAMSAH SAVS, hors SSIAD SPASAD
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source: DREES, Finess



Établissements et services médico-sociaux Capacité d'accueil pour enfants et adolescents handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2021 - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropoli- taine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)																				
Nombre d'établissements	153	77	66	71	5	117	130	198	84	112	142	75	92	1 322	10	11	3	17	5	1 368
Nombre total de places installées	7 856	4 166	4 209	3 442	265	7 496	9 048	10 171	4 932	5 979	5 548	3 503	4 264	70 879	554	500	201	1 053	273	73 460
Dont places en accueil temporaire (1)	85	12	47	24	2	37	49	17	16	5	9	59	26	388	45	0	16	15	0	464
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	3 936	2 035	2 123	1 349	204	4 860	5 095	8 181	2 490	3 417	3 264	2 341	1 907	41 202	374	500	185	923	273	43 457
Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés																				
Nombre d'établissements	17	13	13	9	0	20	4	34	9	17	11	9	25	181	1	1	0	4	2	189
Nombre total de places installées	531	275	253	229	0	562	200	1 222	228	503	435	199	616	5 253	30	36	0	170	10	5 499
Dont places en accueil temporaire (1)	10	4	1	15	0	15	7	12	2	10	4	7	20	107	0	0	0	13	0	120
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	269	164	139	118	0	256	41	750	156	209	263	111	228	2 704	30	20	0	103	0	2 857
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)																				
Nombre d'établissements	77	25	21	23	2	55	35	32	34	69	66	27	26	492	1	1	1	2	1	498
Nombre total de places installées	2 984	908	989	943	97	1 580	1 054	1 454	1 043	2 107	2 414	1 044	916	17 533	20	39	16	131	24	17 763
Dont places en accueil temporaire (1)	5	0	0	10	0	9	13	7	0	2	5	9	10	70	0	0	0	0	0	70
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	767	168	321	337	0	549	268	446	394	999	1 203	222	130	5 804	0	0	10	31	24	5 869
Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)																				
Nombre d'établissements	16	3	5	5	1	11	26	22	10	14	12	11	4	140	0	0	1	4	0	145
Nombre total de places installées	862	244	263	233	35	926	1 324	1 388	371	715	599	337	292	7 589	0	0	15	101	0	7 705
Dont places en accueil temporaire (1)	17	0	0	0	0	5	0	24	5	15	4	0	0	70	0	0	0	0	0	70
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	342	24	87	118	0	312	748	849	184	344	280	201	40	3 529	0	0	15	84	0	3 628
Jardins d'enfants spécialisés																				
Nombre d'établissements	0	0	0	5	0	0	0	0	0	1	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6
Nombre total de places installées	0	0	0	90	0	0	0	0	0	50	0	0	0	140	0	0	0	0	0	140
Dont places en accueil temporaire (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	0	0	0	90	0	0	0	0	0	50	0	0	0	140	0	0	0	0	0	140
Établissements pour jeunes déficients sensoriels (2)																				
Nombre d'établissements	15	3	8	6	1	15	6	18	6	8	12	6	8	112	2	2	0	3	0	119
Nombre total de places installées	680	258	473	246	28	729	757	1 337	647	581	765	303	380	7 184	50	40	0	175	0	7 449
Dont places en accueil temporaire (1)	18	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	21	0	0	0	0	0	21
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	204	28	202	102	28	372	309	890	133	197	355	163	265	3 248	35	36	0	136	0	3 455
Établissements expérimentaux																				
Nombre d'établissements	4	3	2	1	0	17	8	3	13	7	9	2	0	69	4	1	2	0	1	77
Nombre total de places installées (6)	84	70	20	24	0	84	39	80	63	100	38	11	0	613	77	52	0	0	0	742
Dont places en accueil temporaire (1)	4	0	0	24	0	6	10	0	0	0	15	0	0	59	0	0	0	0	0	59
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	6	8	0	0	0	10	10	19	0	38	0	0	0	91	10	0	0	0	0	101
Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés																				
Nombre d'établissements	2	0	0	5	0	0	3	1	0	2	0	1	3	17	0	0	0	0	0	17
Nombre total de places installées	8	0	0	50	0	0	10	12	0	35	0	18	45	178	0	0	0	0	0	178
Établissements d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	5	0	0	0	0	0	1	3	0	2	1	3	1	16	0	1	0	0	0	17
Nombre total de places installées	74	0	0	0	0	0	8	25	0	56	4	35	7	209	0	14	0	0	0	223
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (3)																				
Nombre d'établissements	212	71	52	52	12	153	189	210	79	204	205	127	109	1 675	12	6	10	14	10	1 727
Nombre total de places installées	6 979	2 354	1 888	1 572	262	4 191	5 747	8 211	2 467	5 411	4 640	4 078	3 466	51 266	603	447	470	831	311	53 928
Centres Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) (4)																				
Nombre d'établissements	32	30	20	15	2	28	41	100	31	63	60	7	38	467	3	3	2	4	0	479
Centres Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) (4)																				
Nombre d'établissements	51	31	18	21	2	32	33	34	25	26	24	12	29	338	3	1	2	7	3	354
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SES- SAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) pour 1 000 habitants de moins de 20 ans (5)	6,6	9,5	8,0	8,6	5,9	9,1	8,2	4,9	9,5	7,8	7,3	5,7	5,7	7,1	7,9	9,0	1,8	6,3	1,9	7,0
Taux d'équipement en places dans les SESSAD pour 1 000 habitants de - 20 ans (5)	3,6	3,8	2,4	2,6	3,7	3,4	3,8	2,6	3,2	4,2	3,5	4,4	3,0	3,3	6,9	6,0	3,9	3,3	1,9	3,4

(1) Y compris accueil de jour

(2) Rassemble trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs, et pour déficients auditifs et visuels

(3) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(4) Les capacités ne sont pas mentionnées car ces structures fonctionnent en files actives)

(5) Hors places d'accueil temporaire

(6) pour l'établissement expérimental du Nord, il s'agit d'une Equipe mobile expérimentale (enregistrée sous le code catégorie 377) ce qui explique l'absence de place. Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2022

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des enfants et des adolescents handicapés

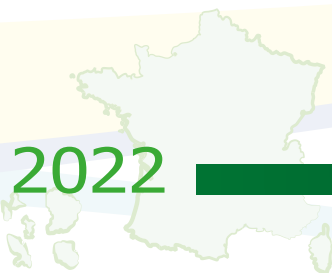
Places installées au 31.12.2021 par catégorie de clientèle en établissement spécialisé toutes catégories de structures du tableau 24 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	5 968	3 491	3 504	2 890	0	6 177	7 534	7 163	3 033	5 210	4 310	2 835	3 494	55 609	454	434	133	798	0	57 428
Polyhandicaps	878	385	314	306	42	816	942	1 603	446	716	614	272	684	8 018	30	26	42	163	6	8 285
Déficiences psychiques	3 237	1 009	887	950	97	1 731	1 110	1 707	1 101	2 191	2 527	1 047	1 025	18 619	7	39	16	131	24	18 836
Déficiences motrices	755	202	258	216	0	945	1 021	1 301	363	614	599	364	276	6 914	0	10	15	105	0	7 044
Déficiences sensorielles	602	258	469	246	28	631	760	1 302	502	581	535	288	359	6 561	62	40	0	175	0	6 838
Autisme	1 349	524	434	536	34	1 037	855	2 399	346	695	1 010	612	596	10 427	51	132	26	258	0	10 894
Autres déficiences ou tous types de déficiences	1 556	576	755	569	280	1 077	1 061	2 601	1 839	84	1 205	626	637	12 866	178	132	26	258	70	13 530

(1) Hors SESSAD, Centres d'accueil familial spécialisé, Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés, CMPP, CAMSP

(2) dont 70 places pour personnes en situation de handicap rare
Guadeloupe y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess



Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France, DGCS.

Pour en savoir plus :

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
- **une pièce pour les autres personnes mariées ou remariées mais ne vivant pas en couple, veuves ou divorcées, ainsi que pour les célibataires de 19 ans ou plus.**

Pour les célibataires de moins de 19 ans, on compte une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon, une pièce par enfant.

À l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privés et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

Autres résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privés meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privés meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privés meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Aide complémentaire :

L'enquête auprès des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS) | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

L'enquête auprès des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS) – DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)

L'hébergement des personnes sans-domicile | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Accueil | Ministère de la Transition écologique (ecologie.gouv.fr)

Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1^{er} janvier 2019 (2)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Nombre total de logements	4 527 759	1 579 458	1 954 775	1 397 845	255 545	2 874 619	2 901 722	5 894 912	1 834 668	3 554 086	3 630 251	2 046 976	3 128 326	35 580 943	231 840	214 788	94 768	383 878	nd	36 506 217	
Part des résidences principales (en %)	79,7	82,3	79,3	83,5	59,3	86,9	88,3	89,2	81,8	79,4	76,1	82,8	74,5	82,1	74,8	77,7	86,6	88,1	nd	82,1	
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,8	7,5	13,3	6,3	37,7	3,6	3,8	4,0	9,9	12,1	15,5	10,7	17,8	9,8	9,7	6,5	2,7	3,0	nd	9,7	
Part des logements vacants (en %)	8,6	10,2	7,5	10,2	3,1	9,5	8,0	6,9	8,2	8,5	8,4	6,5	7,7	8,1	15,5	15,8	10,7	9,0	nd	8,2	
Statut d'occupation des résidences principales																					
Propriétaires (en %)	58,8	63,1	66,1	63,9	55,3	58,6	57,5	47,1	58,5	62,3	59,0	64,1	54,5	57,6	58,7	54,7	41,9	50,5	nd	57,5	
Locataires (en %)	39,1	34,8	32,5	34,4	39,6	39,3	40,8	50,2	40,1	35,6	38,6	34,8	42,4	40,2	36,0	37,9	49,6	45,4	nd	40,3	
Logés gratuitement (en %)	2,1	2,0	1,3	1,7	5,1	2,1	1,7	2,7	1,5	2,1	2,4	1,1	3,1	2,2	5,3	7,5	8,5	4,1	nd	2,2	
Part des logements sur-occupés en 2019 (en %) (1)	7,7	5,5	4,8	6,1	8,0	6,4	6,3	21,2	6,0	6,1	7,7	5,5	12,6	9,6	9,9	10,0	35,7	12,8	57,5	9,7	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Total France entière hors Mayotte

Source : Insee, RP2019 exploitation principale (RP 2018 pour Mayotte), Insee Analyses Mayotte N°18 Août 2019

Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2021

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de recours "logement" reçus	8 103	676	762	914	480	1 576	3 582	59 899	1 122	3 122	4 960	2 513	16 374	104 083	91	117	407	1 448	nd	106 146
Recours non examinés	730	32	236	4	2	30	140	58	21	59	173	499	7	1 991	4	1	12	289	nd	2 297
Recours "logement" avec décision	7 373	644	526	910	478	1 546	3 442	59 841	1 101	3 063	4 787	2 014	16 367	102 092	87	116	395	1 159	nd	103 849
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	2 792	292	207	277	220	519	1 148	21 032	386	929	983	455	5 081	34 321	59	45	246	530	nd	35 201
Dont rejets (explicites)	3 721	244	189	436	211	761	1 748	35 796	443	1 774	3 078	872	10 415	59 688	6	39	109	257	nd	60 099
Dont sans objet	696	74	97	126	47	171	418	2 471	188	254	701	620	738	6 601	14	27	33	371	nd	7 046
Dont réorientation recours logement vers hébergement	164	34	30	71	0	95	128	542	84	106	25	67	133	1 479	8	5	7	1	nd	1 500
Nombre de recours "hébergement" reçus	1 357	15	79	101	0	49	139	4 090	30	117	362	164	841	7 344	0	0	0	8	nd	7 352
Recours non examinés	2	1	1	0	0	0	0	5	0	2	4	4	0	19	0	0	0	0	nd	19
Recours "hébergement" avec décision	1 355	14	78	101	0	49	139	4 085	30	115	358	160	841	7 325	0	0	0	8	nd	7 333
Dont favorables hébergement (prioritaires et devant être accueillis)	831	6	51	54	0	20	73	2 285	10	66	169	80	565	4 210	0	0	0	2	nd	4 212
Dont rejets (explicites)	461	7	15	35	0	23	51	1 655	19	40	160	64	252	2 782	0	0	0	5	nd	2 787
Dont sans objet	53	1	10	7	0	3	15	113	1	8	29	16	22	278	0	0	0	0	nd	278
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	164	34	30	71	0	95	128	542	84	106	25	67	133	1 479	8	5	7	1	nd	1 500
Nombre de recours reçus (1)	9 460	691	841	1 015	480	1 625	3 721	63 989	1 152	3 239	5 322	2 677	17 215	111 427	91	117	407	1 456	nd	113 498
Recours non examinés	732	33	237	4	2	30	140	63	21	61	177	503	7	2 010	4	1	12	289	nd	2 316
Recours avec décision	8 728	658	604	1 011	478	1 595	3 581	63 926	1 131	3 178	5 145	2 174	17 208	109 417	87	116	395	1 167	nd	111 182
Dont favorables (1)	3 623	298	258	331	220	539	1 221	23 317	396	995	1 152	535	5 646	38 531	59	45	246	532	nd	39 413
Dont rejets (explicites)	4 182	251	204	471	211	784	1 799	37 451	462	1 814	3 238	936	10 667	62 470	6	39	109	262	nd	62 886
Dont sans objet	749	75	107	133	47	174	433	2 584	189	262	730	636	760	6 879	14	27	33	371	nd	7 324

(1) Dans la synthèse, les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement

Source : Infocentre Dalos (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

Logement - Hébergement

Précarité - Logement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Décisions d'expulsions locatives en 2019 (1)																				
Total	14 384	4 720	3 352	4 634	175	9 820	11 229	34 458	6 559	8 389	10 733	5 388	12 744	126 585	951,0	551,0	855,0	1568,0	2,0	130 512
Expulsions "fermes"	9 058	3 292	2 397	3 148	73	6 994	6 165	17 915	3 834	5 696	7 415	3 566	8 033	77 586	458,0	368,0	332,0	588,0	2,0	79 334
Expulsions "conditionnelles"	5 326	1 428	955	1 486	102	2 826	5 064	16 543	2 725	2 693	3 318	1 822	4 711	48 999	493,0	183,0	523,0	980,0	0,0	51 178
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,4	10,5	6,8	11,6	3,0	10,1	10,9	13,2	11,0	8,5	10,4	9,4	13,2	11,0	15,3	8,7	22,6	10,6	0,0	11,0
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2021 (1)																				
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	4 286	2 229	1 902	2 156	181	3 879	7 212	4 337	3 220	4 241	3 546	2 137	2 562	41 888	101	48	91	265	nd	42 394
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en%)	36,2	39,6	40,3	40,4	35,7	42,1	44,7	25,8	40,7	38,5	37,3	42,2	28,3	37,1	26,6	12,6	48,9	24,8	nd	36,9
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,1	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5	1,9	0,6	1,5	1,3	1,1	1,5	0,6	1,2	0,4	0,2	1,5	0,7	nd	1,2

(1) Indicateurs sociaux départementaux, indicateur complémentaire – indicateur de suivi du Plan Pluriannuel contre la Pauvreté et pour l'Inclusion Sociale (2013-2017)

Sources : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2019 ; Insee, recensement de la population 2016 et 2017 ; banque de France, enquête typologique 2020, DEETS pour Mayotte

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2021 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté																				
Hébergement social																				
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 399	1 624	1 351	1 104	187	4 332	5 710	10 673	2 229	2 900	2 721	1 763	3 709	43 702	179	114	120	348	0	44 463
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	6 126	3 173	2 340	2 000	0	5 590	2 628	5 746	2 509	4 542	4 436	2 832	2 857	44 779	0	0	0	0	0	44 779
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	8 776	1 779	810	1 659	68	4 739	4 943	21 804	2 102	1 570	4 282	2 282	1 440	56 254	0	0	12	412	0	56 678
Centres provisoires d'hébergement	1 075	388	319	331	0	615	387	3 345	389	705	543	528	359	8 984	0	0	0	0	0	8 984
Logement accompagné																				
Maisons relais - Pensions de famille	2 087	868	941	770	55	1 931	2 281	3 559	948	1 775	1 659	1 047	1 368	19 289	26	15	43	83	0	19 456
Autres résidences Sociales	13 671	2 808	719	1 273	62	7 794	3 539	50 382	2 071	902	2 073	2 900	12 853	101 047	0	0	0	0	0	101 047
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	7 555	1 553	3 575	2 303	29	2 064	2 882	13 377	2 716	4 837	3 865	4 306	1 843	50 905	0	160	75	107	0	51 247
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	3 831	422	52	737	259	3 041	1 320	22 395	563	0	584	216	1 677	35 097	0	0	0	0	0	35 097
Nombre de places d'hébergement (2)																				
dont urgences	8 116	1 702	1 138	1 546	86	5 056	5 875	19 654	1 688	1 965	4 695	2 095	1 991	55 607	30	21	12	182	0	55 852
dont stabilisation	113	56	63	190	0	548	599	4 945	110	328	398	239	369	7 958	72	0	26	0	0	8 056
dont insertion	5 946	1 645	960	1 027	169	3 467	4 179	7 878	2 533	2 177	1 910	1 711	2 789	36 391	77	93	94	578	0	37 233
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes	2,3	1,6	0,8	1,4	0,9	2,1	2,4	3,5	1,7	0,9	1,5	1,4	1,3	2,0	0,6	0,4	0,8	1,2	0,0	2,0

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2022 ; DREETS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAM, DEPP, DSN, DJEPVA, INJEP, ASP, ASC, DARES, Ministère des armées, DGEFP, Pôle emploi, OPCO.

Pour en savoir plus :

Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

REP

Les Réseaux d'éducation prioritaire, ou REP, plus mixtes socialement que les REP+, regroupent les réseaux des collèges et écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors éducation prioritaire. La liste des collèges REP est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. La liste des écoles en REP fait l'objet d'arrêtés académiques.

REP +

Les Réseaux d'éducation prioritaire renforcée, ou REP+, sont les réseaux qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire. Dans les REP+, les obligations de service des enseignants sont modifiées par une pondération dans le second degré et la libération de dix-huit demi-journées remplacées dans le premier degré. La liste des collèges et écoles REP+ est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. Elle fait l'objet d'un arrêté national.

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Service civique

C'est un engagement volontaire au service de l'intérêt général ouvert aux 16-25 ans, élargi à 30 ans aux jeunes en situation de handicap. Accessible sans condition de diplôme, le Service Civique est indemnisé et s'effectue en France ou à l'étranger. Les missions sont indemnisées 580 euros par mois.

Parcours Emplois Compétences (PEC)

Depuis janvier 2018, le Parcours emploi compétences s'est substitué au CUI-CAE.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Contrats de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Il permet l'acquisition – dans le cadre de la formation continue – d'une qualification professionnelle (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) reconnue par l'État et/ou la branche professionnelle. L'objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes.

Contrats d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquies un diplôme d'État (CAP, BAC, BTS, Licence, Master, etc.) ou un titre à finalité professionnelle inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), dont l'ensemble des titres professionnels relevant du ministère chargé de l'emploi.

Emplois francs

Les emplois francs sont entrés en vigueur le 1er avril 2018 en France. Le principe de ce dispositif est de fournir une aide financière à un employeur qui embauche un demandeur d'emploi résidant dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) qui sont concernés par cette mesure.

Aide complémentaire :

<http://www.ofdt.fr>

<https://travail-emploi.gouv.fr>

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sources-outils-et-enquetes/enquete-sur-le-fonds-daide-aux-jeunes-faj>

Jeunesse

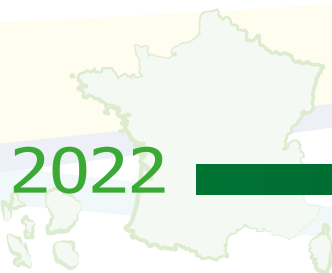
Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Sexe et âge au 1er janvier 2022 (1)																				
Garçons																				
Moins de 15 ans	738 082	229 837	285 942	222 171	27 487	467 495	563 691	1 214 656	286 554	476 653	498 587	347 580	433 605	5 792 340	31 062	26 652	45 667	93 797	65 134	6 054 652
De 15 à 24 ans	506 943	167 253	209 354	151 438	18 004	341 183	394 684	795 657	202 557	350 214	361 722	246 477	289 016	4 034 502	22 687	19 439	24 692	59 658	22 580	4 183 558
Moins de 25 ans	1 245 025	397 090	495 296	373 609	45 491	808 678	958 375	2 010 313	489 111	826 867	860 309	594 057	722 621	9 826 842	53 749	46 091	70 359	153 455	87 714	10 238 210
Filles																				
Moins de 15 ans	701 588	219 422	271 268	213 936	25 665	443 680	538 994	1 168 090	273 623	457 066	475 317	331 184	412 232	5 532 065	31 202	26 408	45 842	93 247	65 906	5 794 670
De 15 à 24 ans	481 405	152 963	195 398	141 279	15 991	319 432	376 779	783 170	190 145	330 514	342 192	231 026	273 874	3 834 168	21 659	18 852	25 464	58 762	26 630	3 985 535
Moins de 25 ans	1 182 993	372 385	466 666	355 215	41 656	763 112	915 773	1 951 260	463 768	787 580	817 509	562 210	686 106	9 366 233	52 861	45 260	71 306	152 009	92 536	9 780 205
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	29,8	27,6	28,3	28,4	24,9	28,4	31,3	32,0	28,8	26,5	27,7	29,9	27,5	29,2	28,6	26,1	48,1	35,2	60,2	29,5
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2019																				
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	51,4	49,4	46,8	52,6	66,2	54,8	59,0	64,3	52,0	47,7	47,1	47,2	61,4	54,8	82,0	85,5	65,7	73,8	nd	55,4
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	37,9	34,4	33,0	36,4	49,7	39,6	42,3	52,8	36,4	31,9	34,0	32,8	47,2	40,9	61,1	63,1	42,1	47,9	nd	41,2
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	44,7	42,1	40,1	44,6	57,9	47,3	50,7	58,4	44,3	39,9	40,6	40,1	54,3	47,8	71,8	74,5	53,1	60,7	nd	48,3
Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2017																				
Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %																				
Garçons																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	28	30	32	27	29	26	26	19	32	29	28	28	27	26	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	14	13	13	12	14	11	11	8	16	14	12	18	10	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	11	10	11	10	6	9	8	9	10	10	11	10	11	10	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Filles																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	26	26	29	22	33	21	21	19	28	28	26	25	25	24	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	5	5	5	4	6	4	4	4	5	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	6	5	5	5	1	4	3	4	5	5	6	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2021 (2)																				
	3,8	3,8	3,4	4,4	4,1	3,8	5,0	4,8	4,5	4,3	5,4	3,4	6,7	4,5	10,5	9,2	18,3	11,7	11,7	4,9
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2015-2016-2017) toutes causes confondues																				
	842	362	342	306	43	583	640	1 102	408	616	661	453	667	7 025	103	64	109	149	72	7 522
Par accident de la circulation	214	107	83	96	12	134	151	161	103	193	176	115	169	1 714	25	18	19	36	4	1 816
Par suicide	99	51	79	48	3	97	119	132	62	90	85	74	82	1 021	2	4	17	27	1	1 072

(1) Les estimations de population pour l'année 2022 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Guadeloupe : non compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Sources : DREES, PMSI - MCO ; Insee, estimations de population au 1er janvier 2021, au 1er janvier 2022 ; CNAM, données de consommation inter-régimes, nombre de forfaits médicamenteux remboursés selon la date de soin ; Inserm, CépiDc ; OFDT, enquête Escapad 2017



Jeunesse

Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Scolarité																				
Part des jeunes ayant participé à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) en difficulté de lecture, en 2020 en % (1) (5) (7)	6,9	8,6	6,4	9,7	8,3	8,8	9,3	7,8	9,6	8,4	8,0	7,3	8,9	8,1	28,6	27,9	46,6	25,4	71,1	9,5
Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée en 2019 en % (1) (8)	15,1	16,2	12,3	16,9	20,4	16,2	21,4	16,4	16,5	15,0	16,9	13,7	18,1	16,5	17,3	16,8	44,4	24,5	61,2	16,8
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2019 en % (1) (8)	47,8	39,0	45,8	40,2	33,4	41,5	39,2	59,3	37,8	42,5	45,0	44,9	43,1	46,6	35,1	38,0	20,8	31,0	16,7	46,2
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème générale (année 2021-2022)	0,7	0,8	0,4	0,9	0,5	0,6	0,4	0,8	0,4	0,6	0,6	0,4	1,1	0,7	0,9	0,7	7,1	0,3	1,9	0,7
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2021-2022 (1)	4,4	5,5	4,6	7,1	6,7	5,2	5,2	4,5	4,5	4,3	5,4	4,3	5,5	4,9	8,0	4,8	10,6	6,1	7,6	5,0
Proportion d'élèves handicapés parmi les élèves de premier ou second degré, pour l'année scolaire 2019-2020 (pour 1 000 élèves en milieu scolaire ordinaire ou établissement sanitaire ou médico-social) (1)	35,0	32,8	34,0	31,6	30,8	33,5	38,2	28,1	32,3	33,5	40,5	26,6	32,5	33,0	32,4	36,3	28,2	28,8	9,7	32,7
Pourcentage d'élèves demi-pensionnaires ou internes dans le second degré en 2021																				
Etablissements privés	75,6	71,9	87,7	70,6	12,3	68,7	68,9	78,7	79,0	83,4	76,7	88,9	74,1	78,2	44,3	77,1	50,5	79,2	17,3	77,9
Etablissements publics	69,0	77,6	88,8	79,0	38,7	63,1	64,8	57,5	82,3	84,2	76,4	85,8	56,8	69,4	36,1	53,8	12,3	30,6	22,2	67,2
Public hors éducation prioritaire	75,7	77,6	90,9	78,2	69,2	66,9	74,1	65,7	85,2	89,3	82,2	86,3	79,6	77,2	41,4	70,5	38,8	76,5	70,8	76,9
Établissements en REP	43,8	51,8	61,8	41,6	64,1	41,5	50,9	36,0	54,5	70,4	56,0	62,3	57,4	47,3	27,4	76,2	0,0	60,5	34,6	47,3
Établissements en REP +	22,5	17,9	50,0	23,2	35,1	16,6	33,3	26,3	34,6	38,8	35,4	33,9	29,4	28,0	31,4	76,4	14,4	46,7	43,8	29,5
Ensemble des établissements	71,2	72,7	88,3	72,7	63,5	62,0	66,0	61,0	79,4	86,1	77,9	85,5	72,7	72,2	38,5	73,7	18,3	65,5	38,3	71,2
Formation, Activité en 2019																				
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	82,7	80,8	84,6	81,2	82,6	81,8	81,9	85,8	80,7	81,8	82,8	81,7	82,6	82,8	87,5	87,6	71,1	80,4	nd	82,8
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,4	10,3	8,3	9,8	7,6	8,9	6,9	7,1	10,1	8,9	7,4	10,2	8,0	8,3	4,0	3,8	3,9	4,7	nd	8,3
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	75,0	71,7	77,4	72,5	75,1	73,9	75,2	81,5	72,1	73,9	76,6	72,2	76,0	75,8	80,4	81,9	69,6	74,9	nd	75,8
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	15,7	18,2	14,4	16,9	13,7	15,3	11,1	9,3	16,7	15,6	12,2	19,0	12,7	13,6	6,7	7,2	5,3	7,7	nd	13,6
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	30,0	23,7	30,7	23,2	25,4	28,5	27,7	35,1	25,4	29,1	33,1	26,9	29,9	29,9	25,6	27,1	17,4	20,9	nd	29,9
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	50,0	53,3	49,1	52,8	43,5	48,3	43,8	46,6	50,4	47,9	42,3	52,2	44,3	47,2	32,2	32,9	23,8	30,9	nd	47,0
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,5	18,6	23,7	17,4	19,5	23,0	22,8	30,9	19,4	22,4	26,3	20,4	24,2	24,2	19,3	22,4	12,7	15,4	nd	24,2
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	56,4	59,3	55,7	57,3	54,2	54,1	47,9	47,7	55,3	54,3	48,8	59,8	49,0	52,0	35,0	34,8	32,4	37,4	nd	51,9
Formation, Activité en 2021																				
Nombre d'entrées de jeunes de 30 ans ou moins en contrat d'apprentissage	90 435	26 583	35 262	23 926	2 507	52 035	55 409	173 633	35 377	61 444	64 579	45 425	54 719	721 334	2 432	1 620	1 198	12 854	505	739 943
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation (6)	7 709	2 290	3 376	1 655	129	4 186	7 844	17 062	2 926	5 093	4 602	4 701	4 349	65 922	152	80	90	547	64	66 855
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Parcours Emplois Compétences (PEC) (2) (4)	7 491	4 781	3 415	2 885	462	8 407	12 038	8 137	4 671	10 768	8 353	3 474	8 616	83 498	532	2 791	1 947	13 292	2 862	104 922
Nombre d'entrées en emploi franc	12 512	4 999	3 520	5 180	429	12 998	36 241	38 266	7 028	8 537	11 755	7 683	19 801	168 949	1 070	286	2 176	8 978	662	182 121

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Entrées initiales en contrat aidé

(3) Inclut les emplois d'avenir professeurs

(4) Depuis janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences (PEC).

(5) En raison de la mise en œuvre d'un nouveau test de lecture avec de nouvelles questions ainsi que de nouveaux seuils de maîtrise définis, les profils de lecteurs en 2020 ne sont donc pas comparables à ceux présentés les années précédentes. Par ailleurs, la participation des jeunes au test d'évaluation de la lecture lors de la JDC en 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire.

(6) le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus ainsi qu'aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou d'un contrat unique d'insertion (CUI)

(7) En raison de la mise en œuvre d'un nouveau test de lecture avec de nouvelles questions ainsi que de nouveaux seuils de maîtrise définis, les profils de lecteurs en 2020 ne sont donc pas comparables à ceux présentés les années précédentes. Par ailleurs, la participation des jeunes au test d'évaluation de la lecture lors de la JDC en 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire.

(8) RP 2017 pour Mayotte, France entière Hors Mayotte

Sources : DREES ; DARES ; Ministère des Armées, DSNJ ; MENJ, MESRI, DEPP ; MENESR, DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; Insee, RP, exploitation principale au lieu de résidence ; ASP, traitement Dares, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares ; DGEFP ; Pôle emploi, traitement Dares ; OPCO, traitement DARES

Jeunesse

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2020 - Service Civique - Missions locales - PAIO

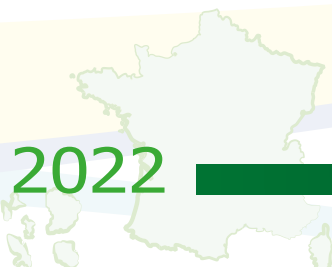
	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2020																				
Budget FAJ (en euros)	nd	nd	2 080 648	991 699	73 303	nd	1 697 520	3 072 543	nd	2 331 295	nd	2 723 391	nd	nd	443 573	124 631	152 200	374 170	nd	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	nd	nd	1 712 974	605 863	34 300	nd	nd	2 720 440	nd	nd	nd	nd	nd	nd	443 573	97 631	152 200	374 170	nd	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	nd	nd	12 123	3 360	374	6 244	nd	12 513	3 707	12 397	8 193	4 530	nd	nd	621	358	576	1 143	nd	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	141	180	92	nd	nd	180	nd	nd	nd	nd	nd	nd	714	273	264	327	nd	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	nd	nd	nd	162	nd	nd	nd	nd	nd	nd	2 810	nd	nd	579	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2021 (2)	7 652	3 592	3 218	3 224	301	6 685	11 479	13 155	4 442	7 599	8 373	4 164	5 336	79 220	1 336	833	789	2 536	1 196	85 910
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2021	49 218	18 232	20 316	16 472	2 139	32 542	46 386	73 474	21 451	40 577	44 183	20 708	38 040	423 738	2 878	3 517	3 144	10 344	2 180	445 801
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans en 2021 (3)	5,0	5,6	5,0	5,7	6,4	4,8	6,0	4,6	5,4	6,0	6,3	4,3	6,8	5,4	6,2	9,2	6,6	8,8	4,8	5,4

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année.

(2) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission locale comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.

(3) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête FAJ ; Agence de services et de paiement (ASP) ; Agence du service civique (ASC), traitements Injep, Medes ; Imilo, traitements DARES, données au 20/01/2022 sur tous les dossiers ; Insee, estimations de population au 01/01/2020 (résultats provisoires arrêtés fin 2020)



Sources : DREES, DREETS, IRCEM, INSEE.

Pour en savoir plus :

Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives :

- L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :
- Apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- Éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- Les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- Les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- Les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation à la suite de difficultés momentanées ou durables.

Les centres de placement familial socio éducatif (CPFSE)

Le placement familial est, au sens strict du terme, un dispositif qui permet de prendre en charge un enfant dans une autre famille que la sienne, afin de résoudre une situation de danger le concernant.

La finalité est de redonner à l'enfant séparé, déplacé, une identité constituée de son appartenance familiale et de traiter le dysfonctionnement de la relation enfant - parents, en vue de permettre, autant que faire se peut, un retour de l'enfant dans sa famille.

Les lieux de vie et d'accueil

Ce sont des structures sociale ou médico-sociale de petite taille assurant un accueil et un accompagnement personnalisé en petit effectif, d'enfants, d'adolescents et d'adultes, en situation familiale, sociale ou psychologique problématique.

Les lieux de vie et d'accueil (L.V.A) occupent une position à la limite des établissements médico-sociaux et des accueils familiaux.

Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfant

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

Aide complémentaire :

Jeunes.gouv.fr | Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports

L'accueil des jeunes enfants : du côté des familles — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)

Aide sociale à l'enfance : 55 000 enfants et adolescents hébergés en établissements | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

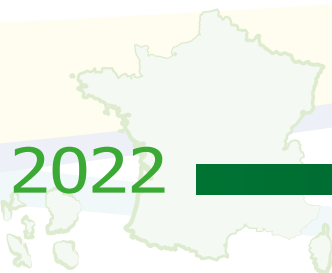
L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion - Édition 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Données départementales sur l'offre d'accueil du jeune enfant – séries longues et résultats détaillés 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Protection de l'enfance au 31 décembre 2021																				
Nombre de places d'accueil mère-enfant	365	173	135	156	20	542	612	1 648	255	334	260	280	399	5 179	0	34	0	100	0	5 313
Nombre de places en pouponnières à caractère social	114	33	56	0	18	148	126	104	99	12	6	54	132	902	0	0	0	30	0	932
Nombre de places en foyers de l'enfance	4 304	433	539	570	0	1 916	415	2 299	847	950	1 695	395	677	15 040	176	91	40	104	0	15 451
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	8 614	2 875	3 728	1 931	94	6 490	6 838	7 532	4 347	5 847	7 534	4 506	4 991	65 327	228	400	110	392	0	66 457
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	10	1 200	0	0	0	0	0	224	0	0	1	0	0	1 435	0	7	0	0	0	1 442
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	341	139	112	55	13	177	51	18	212	797	695	274	177	3 061	0	7	0	0	0	3 068
Nombre de places en villages d'enfants	66	90	0	347	0	277	350	459	60	146	0	99	155	2 049	0	0	0	0	0	2 049
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	7,1	8,0	5,9	5,2	2,0	7,7	5,6	3,9	7,6	6,3	7,6	6,0	5,7	6,0	4,6	7,3	1,3	2,5	0,0	5,9
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	560	1 060	513	406	0	426	365	2 486	3 186	1 683	439	413	211	11 748	0	0	30	0	0	11 778
Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2020																				
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	20 423	9 449	10 165	7 630	531	17 647	27 312	29 065	12 585	19 346	17 073	10 001	12 038	193 265	1 249	1 326	958	2 732	1 818	201 348
dont mesures judiciaires de placements	13 922	7 310	6 716	5 817	310	13 554	20 338	19 039	9 095	12 936	11 834	7 188	8 145	136 204	758	772	650	1 820	nd	140 204
Nombre de placements directs par un juge	1 505	612	468	439	99	1 459	2 085	1 881	952	1 747	1 184	729	1 278	14 438	226	144	519	15 615	nd	30 341
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	6 825	2 703	3 683	2 899	206	3 647	2 505	7 341	3 188	5 370	6 032	2 911	3 062	50 372	143	531	151	1 230	261	52 688
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	13 843	5 782	5 459	4 279	611	10 339	15 088	15 606	6 667	11 973	9 060	6 715	8 807	114 229	623	685	481	2 225	329	118 572
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2020	1,1	1,4	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	0,7	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	0,9	1,6	0,5	1,4	nd	1,1

Sources : DREES, Finess, enquête Aide sociale ; DREETS ; Insee, estimation de population 2022 Sources : DREES, Finess, enquête Aide sociale ; DREETS ; Insee, estimation de population 2022



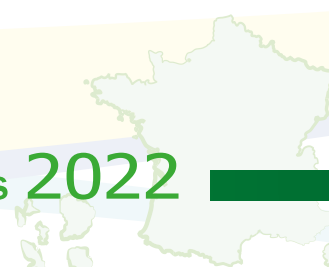
Accueil des enfants d'âge préscolaire

Places agréées par la PMI au 31.12.2020 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de places en accueil collectif	51 271	12 719	13 041	10 788	2 108	31 217	25 597	137 263	12 882	26 361	35 994	17 277	41 074	417 592	2 411	3 236	1 802	7 130	nd	432 171
Crèches collectives (y compris parentales)	2 129	1 911	801	1 826	0	3 539	5 364	47 397	1 134	524	3 460	4 352	556	72 993	1 805	1 711	974	0	nd	77 483
Haltes garderies	579	330	892	746	0	944	2 337	3 422	521	612	652	688	592	12 315	30	0	0	0	nd	12 345
Jardins d'enfants	969	138	136	54	20	1 146	545	2 554	54	92	429	72	838	7 047	143	308	185	352	nd	8 035
Jardins d'éveil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	nd	0
Multi-accueil	47 594	10 340	11 212	8 162	2 088	25 588	17 351	83 890	11 173	25 133	31 453	12 165	39 088	325 237	433	1 217	643	6 778	nd	334 308
Taux d'équipement en accueil collectif																				
pour 100 enfants nés au cours des 3 dernières années	14,4	16,6	14,0	14,3	23,3	19,6	13,4	29,3	13,3	16,6	21,4	15,0	26,6	19,9	19,7	30,5	8,8	20,0	nd	19,9
Nombre de places en accueil familial	3 149	582	914	1 571	25	2 603	2 575	15 978	1 159	3 865	2 684	820	2 188	38 113	0	20	52	70	nd	38 255
Taux de scolarisation des enfants de 2 ans (Retrécie 2021-2022 pour 100 enfants de 2 ans) (2)	8,5	11,7	27,8	5,7	6,3	8,3	22,9	4,5	9,7	7,7	8,5	13,2	5,7	9,8	22,6	30,7	1,8	9,9	2,0	9,8
Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2019)																				
Assistantes maternelles	36 207	13 806	15 383	12 109	404	23 357	26 760	30 989	17 422	22 631	17 346	22 328	11 338	250 080	541	362	151	1 209	nd	252 343
Garde d'enfants à domicile	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	0	7	0	nd

(1) Les jardins d'enfants qui accueillent essentiellement des enfants de 3 à 6 ans, sont exclus du calcul
(2) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, Enquête Aide sociale 2020 (Volet PMI) ; Irceim ; MENJ, DEPP, Constat 1er degré de rentrées 2018 à 2020 ; Démographie Insee corrigée DEPP aux rentrées 2018 à 2020 (révision DEPP mars 2021) ; Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (MENJ, DEPP)



Source : DREES.

Pour en savoir plus :

Formation aux professions de santé et aux professions sociales

L'enquête annuelle sur les écoles de formation aux professions sanitaires et sociales, dite enquête « Écoles » a pour objectifs de dénombrer et d'identifier les établissements de formation aux professions sanitaires et sociales, et de recueillir des informations sur le nombre d'étudiants ou élèves en formation (nombre de candidats, nombre d'inscrits, nombre de diplômés etc.).

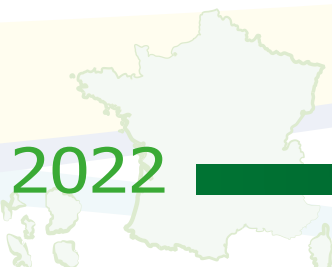
Aide complémentaire :

La formation aux professions sociales — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

La formation aux professions de santé — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Le nombre d'étudiants se destinant à l'accompagnement éducatif et social diminue depuis 2010 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Aides-soignants : de moins en moins de candidats à l'entrée en formation et une baisse du nombre d'inscrits | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

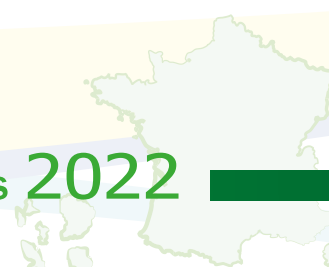


Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2021 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau 3																				
Aides médico-psychologiques	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Auxiliaires de vie sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Accompagnement éducatif et social	996	221	387	242	31	491	585	822	305	586	727	375	466	6 234	0	73	1	71	0	6 374
Assistants familiaux	229	103	81	77	3	138	100	170	89	144	148	52	59	1 393	0	0	0	95	24	1 512
Diplômes de niveau 4																				
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	72	11	35	24	0	19	53	41	20	53	39	16	11	394	2	4	0	19	0	418
Moniteurs éducateurs	327	92	123	111	0	203	277	330	104	291	356	76	190	2 480	15	8	0	36	18	2 554
Diplômes de niveau 6																				
Assistants de service social	229	60	106	62	0	141	220	310	67	109	128	87	129	1 648	6	3	12	30	19	1 718
Éducateurs spécialisés	316	128	182	125	8	315	449	683	142	330	343	139	228	3 388	13	11	3	35	0	3 449
Éducateurs de jeunes enfants	164	56	45	49	0	169	107	480	36	94	116	83	108	1 507	3	11	3	30	0	1 554
Éducateurs techniques spécialisés	15	14	8	15	0	19	4	0	7	8	16	0	7	113	0	0	0	0	0	113
Conseillers en économie sociale familiale	171	53	86	57	0	126	76	178	59	167	157	116	85	1 331	0	0	0	14	0	1 345
Médiateur familial	12	6	12	0	0	0	9	32	0	0	10	0	0	81	0	0	0	0	0	81
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	103	32	53	28	0	64	54	281	47	62	75	30	114	943	0	12	6	9	0	970
Diplômes de niveau 7																				
Diplôme d'état en Ingénierie sociale (DEIS)	10	1	3	0	0	0	2	39	2	11	7	12	18	105	0	0	0	0	0	105
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	26	8	13	7	0	18	9	38	5	15	32	18	16	205	0	0	0	7	0	212

Source : DREES, enquête Ecoles

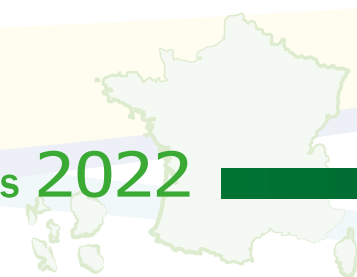


Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2021 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau 3																				
Aides soignants	2 842	1 079	1 301	941	87	2 147	1 630	3 121	1 297	2 170	1 668	1 413	1 889	21 585	34	57	29	66	0	21 771
Ambulanciers	407	123	287	84	51	363	254	609	131	292	359	125	284	3 369	30	0	0	77	0	3 476
Auxiliaires de puériculture	704	130	165	64	29	373	204	1 928	122	259	250	80	630	4 938	18	21	54	48	0	5 079
Diplômes de niveau 5																				
Techniciens en analyses biomédicales	46	0	0	22	0	0	15	0	0	0	0	0	0	83	0	0	0	0	0	83
Préparateurs en pharmacie hospitalière	56	0	0	45	0	62	45	72	0	29	41	0	56	406	0	0	0	0	0	406
Psychomotriciens	130	0	0	24	0	25	71	435	59	61	52	0	157	1 014	0	0	0	26	0	1 040
Diplômes de niveau 6																				
Manipulateurs en électroradiologie médicale	85	24	20	34	0	54	28	123	20	62	58	26	39	573	0	0	0	0	0	573
Pédicures-podologues	0	0	41	0	0	0	53	201	20	29	28	24	0	396	0	0	0	0	0	396
Ergothérapeutes	66	31	65	31	0	63	99	159	94	89	106	21	46	870	0	0	0	9	0	879
Infirmiers diplômés d'État	3 275	1 084	1 072	898	113	2 174	2 531	4 371	1 087	2 258	1 979	1 077	2 199	24 118	107	65	58	184	25	24 557
Diplômes de niveau 7																				
Masseurs kinésithérapeutes	296	159	121	91	0	205	303	673	197	265	176	130	203	2 819	0	23	0	22	0	2 864
Sages-femmes	132	46	51	29	0	104	99	136	48	72	85	50	50	902	0	14	0	18	0	934
Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)																				
Infirmiers de bloc opératoire	101	19	40	0	0	59	53	77	29	40	54	24	36	532	0	0	0	9	0	541
Infirmiers anesthésistes	73	28	32	0	0	62	49	140	20	62	45	20	47	578	15	0	0	14	0	607
Puéricultrices	131	40	29	38	0	91	109	231	46	32	118	57	78	1 000	18	0	9	16	14	1 057
Cadres de santé	179	53	55	46	0	110	181	244	66	102	77	67	169	1 349	0	0	15	0	0	1 364

Source : DREES, enquête Ecoles



Sources : DARES, INSEE.

Pour en savoir plus :**Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH)**

Instituée par loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, l'AGEFIPH est l'Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées. A ce titre, elle gère le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées pour favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Les actions initiées et mises en œuvre par l'AGEFIPH visent toutes à faciliter l'insertion professionnelle, en milieu ordinaire de travail, ainsi que le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans les entreprises privées.

L'AGEFIPH a pour mission de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi de personnes handicapées dans les entreprises privées et en milieu ordinaire de travail.

Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH)

L'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH) impose aux établissements publics (depuis 2006) ou privés de 20 salariés ou plus de porter la part des travailleurs handicapés au seuil de 6 % de leur effectif. En cas de non-respect de cette obligation, l'employeur doit verser une contribution pour financer des actions en faveur de l'insertion professionnelle des handicapés. À compter de 2020, l'unité d'assujettissement devient l'entreprise et non plus l'établissement et toutes les entreprises (y compris celles de moins de 20 salariés) doivent déclarer les salariés handicapés qu'elles emploient.

Les déclarations annuelles du secteur privé sont collectées par l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH). L'OETH est intégrée à la déclaration sociale nominative à compter du millésime 2020.

Jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET)

Un NEET (neither in employment nor in education or training) est une personne qui n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation (formelle ou non formelle).

Aide complémentaire :

[L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en 2020 et 2021 | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

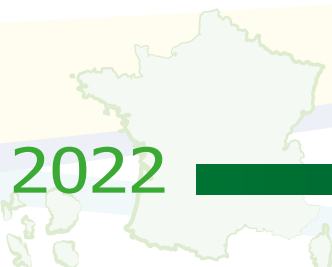
[1 million de jeunes ni étudiant ni en formation ni en emploi en 2018 - BFM Business | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation \(NEET\) : quels profils et quels parcours ? | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Emploi et chômage des seniors en 2018 | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Les seniors sur le marché du travail en 2021 | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Agefiph, ouvrir l'emploi aux personnes handicapées](#)

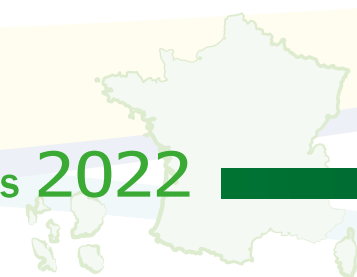


Activité, Emploi associatif

Nombre d'établissements et de postes salariés

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2019	22 884	7 535	10 429	7 185	887	12 313	12 247	29 856	8 068	17 067	17 799	12 453	13 160	171 883	899	822	455	1 644	0	175 703
dont action sociale	4 241	1 660	1 313	1 216	216	3 077	2 766	4 497	1 457	3 210	3 066	1 949	2 368	31 036	293	214	116	399	0	32 058
dont enseignement	2 592	610	1 859	697	63	1 524	1 412	2 915	880	1 841	1 842	2 175	1 317	19 727	108	76	39	123	0	20 073
dont santé humaine	484	267	188	131	14	353	298	805	185	305	352	246	300	3 928	24	22	13	42	0	4 029
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	4 846	1 299	2 300	1 745	178	1 693	2 558	4 467	1 955	3 663	3 311	2 679	2 331	33 025	97	111	61	244	0	33 538
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 833	950	1 041	776	77	1 176	1 197	5 144	801	2 060	2 510	1 221	1 720	21 506	35	57	19	134	0	21 751
dont autres établissements associatifs	7 888	2 749	3 728	2 620	339	4 490	4 016	12 028	2 790	5 988	6 718	4 183	5 124	62 661	342	342	207	702	0	64 254
Nombre de postes salariés dans les établissements associatifs au 31/12/2019	259 538	84 578	119 028	69 061	7 136	165 920	191 774	345 100	94 540	178 981	184 026	140 313	141 816	1 981 811	9 172	10 679	4 459	18 724	nd	2 024 845
dont action sociale	118 449	43 633	46 750	34 500	4 466	91 654	100 493	123 598	48 323	90 383	97 676	58 693	65 473	943 939	ss	4 650	ss	8 839	nd	943 939
dont enseignement	47 180	10 756	30 698	10 292	ss	19 621	37 088	65 237	16 357	25 390	24 527	36 685	21 325	351 493	ss	ss	ss	ss	nd	351 493
dont santé humaine	18 647	6 190	6 705	2 322	ss	11 874	10 268	34 578	3 695	9 318	9 885	6 438	13 051	135 256	ss	ss	ss	ss	nd	135 256
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	17 469	3 635	6 868	4 517	ss	6 411	7 679	30 651	5 793	11 772	11 609	8 472	7 874	124 999	281	ss	ss	908	nd	124 999
dont arts, spectacles et activités récréatives	5 724	2 022	1 808	1 272	ss	2 948	3 021	9 148	1 747	3 522	4 120	1 962	3 353	41 526	106	ss	ss	263	nd	41 526
dont autres établissements associatifs	52 069	18 342	26 199	16 158	1 495	33 412	33 225	81 888	18 625	38 596	36 209	28 063	30 740	415 021	2 414	3 265	1 462	5 470	nd	427 632

Sources : Insee, Flores 2019 ; base de données Séquoia de l'Acoss et des Urssaf



Les travailleurs handicapés

Les travailleurs handicapés dans les effectifs des établissements assujettis, selon les trois modes de décompte en 2019 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Ensemble des établissements assujettis (résultats provisoires)	12 877	3 850	4 777	3 676	385	7 686	8 086	21 332	4 681	8 385	7 405	6 276	6 632	96 048	313	364	144	760	nd	97 629
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	57 219	17 668	25 788	17 159	1 222	35 952	44 366	132 838	22 818	39 828	35 751	30 512	28 759	489 880	564	721	250	1 922	nd	493 337
Nombre de travailleurs handicapés employés en unités bénéficiaires (2)	45 662	14 216	20 285	13 945	1 039	29 238	35 292	110 495	18 531	31 741	28 419	23 991	22 774	395 627	471	609	220	1 627	nd	398 554
Taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (en %)	4,0	4,3	4,7	4,3	4,5	4,2	4,5	3,2	4,3	4,6	4,4	4,0	4,0	3,9	2,3	2,5	2,3	2,8	nd	3,9
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein (3)	40 890	12 864	18 323	12 878	934	26 760	32 137	100 260	16 785	29 096	25 710	21 641	20 331	358 609	440	579	211	1 550	nd	361 389
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	3,6	3,9	4,2	3,9	4,0	3,9	4,1	2,9	3,9	4,2	4,0	3,6	3,6	3,6	2,1	2,4	2,2	2,7	nd	3,5
Dont établissements assujettis sous accord (résultats provisoires)																				
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	14 788	4 446	5 501	3 852	267	8 859	12 150	69 623	5 963	10 423	10 450	5 966	8 583	160 871	97	83	60	352	nd	161 463
Nombre de travailleurs handicapés employés en unités bénéficiaires (2)	12 155	3 712	4 600	3 232	240	7 378	9 908	59 954	4 953	8 562	8 666	4 943	7 086	135 389	77	73	56	299	nd	135 894
Taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (en %)	4,8	5,5	5,7	4,9	5,8	5,7	5,9	4,3	4,8	5,5	5,2	4,9	5,1	4,8	2,9	3,2	4,5	4,2	nd	4,8
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein (3)	10 688	3 301	4 097	2 961	220	6 684	8 886	54 074	4 485	7 769	7 838	4 405	6 269	121 676	71	69	55	281	nd	122 153
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	4,2	4,9	5,0	4,5	5,3	5,1	5,3	3,8	4,4	5,0	4,7	4,4	4,5	4,3	2,7	3,0	4,4	3,9	nd	4,3

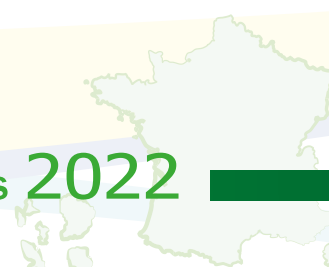
Champ : établissements du secteur privé et établissements publics à caractère industriel et commercial, de 20 salariés ou plus

(1) Les salariés pris en compte sont ceux employés directement par les établissements assujettis (c'est-à-dire hors accueil de stagiaires, contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services). Ces salariés sont décomptés selon trois modes différents : en nombre de personnes physiques, en nombre d'unités bénéficiaires ainsi qu'en nombre d'équivalents temps plein.

(2) Chaque travailleur handicapé compte pour une unité bénéficiaire dès lors que son temps de travail est au moins égal à un mi-temps et pour une demi-unité si son temps de travail est inférieur à un mi-temps. Cette valeur du bénéficiaire est ensuite proratisée en fonction de son temps de présence dans l'année et de la durée de validité de sa reconnaissance.

(3) Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance. Lecture : en 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, les établissements assujettis à l'OETH emploient directement 57 219 travailleurs handicapés. Cela correspond à 12 877 unités bénéficiaires, soit un taux d'emploi direct de 4,0 %.

Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitement Dares, données provisoires, non redressées, arrêtées au 1/9/2021



Les travailleurs handicapés

Caractéristiques des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés en 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Pourcentage de bénéficiaires de l'OETH en 2019 (résultats provisoires)																				
Selon le sexe																				
Hommes	55	55	52	53	50	55	55	49	54	52	53	55	50	53	42	47	60	56	nd	52
Femmes	45	46	48	47	50	45	45	51	46	48	47	45	50	48	58	53	40	44	nd	48
Selon l'âge																				
15 à 24 ans	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2	3	3	nd	2
25 à 39 ans	17	15	17	17	16	16	18	17	17	17	18	18	16	17	18	16	20	21	nd	17
40 à 49 ans	27	27	29	27	25	26	29	27	29	28	27	29	26	27	24	27	26	29	nd	27
50 ans ou plus	54	56	52	54	57	56	51	55	52	52	53	50	57	54	56	55	51	47	nd	54
Selon l'ancienneté																				
Moins de 1 an d'ancienneté	13	12	14	12	9	10	11	8	11	14	13	15	11	11	12	9	9	9	nd	11
De 1 à moins de 2 ans d'ancienneté	8	7	8	8	6	7	7	6	7	8	9	9	8	7	7	6	10	5	nd	7
De 2 à moins de 5 ans d'ancienneté	12	11	13	12	10	12	12	11	11	13	15	13	13	12	10	9	15	13	nd	12
De 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	14	13	14	14	14	13	14	14	14	14	15	14	16	14	13	17	16	18	nd	14
10 ans ou plus d'ancienneté	53	56	51	54	61	58	56	61	57	51	48	50	52	55	59	59	51	56	nd	55
Selon la catégorie socioprofessionnelle																				
Chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures	7	5	6	5	7	5	5	21	5	6	9	5	9	10	8	6	9	6	nd	10
Professions intermédiaires	18	14	15	17	18	15	15	26	16	18	19	15	20	19	23	14	24	18	nd	19
Employés	31	29	31	31	52	31	35	29	31	35	38	27	41	32	46	46	38	47	nd	32
Ouvriers	44	52	48	47	23	49	45	24	48	41	34	53	30	39	23	33	29	29	nd	38
Selon le statut d'emploi et type de contrat																				
CDI	88	87	86	87	92	89	87	93	88	87	88	86	90	89	85	90	89	89	nd	89
CDD	8	8	10	7	8	8	9	5	8	9	9	8	8	7	13	8	11	9	nd	8
Intérim et autres	4	5	4	6	0	3	4	2	4	4	3	6	2	3	3	2	0	2	nd	3
Dont Temps partiel	32	31	32	25	32	28	29	31	30	28	31	31	35	31	22	18	16	19	nd	31

Champ : établissements du secteur privé et établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic), de 20 salariés ou plus. Données provisoires.
Lecture : en 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, 55% des bénéficiaires de l'OETH en emploi dans les établissements assujettis (comptés en tant que personnes physiques) sont des hommes.

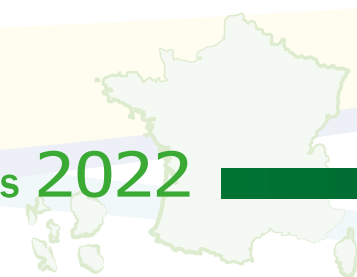
Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitement Dares, données provisoires, non redressées, arrêtées au 1/9/2021

Les travailleurs handicapés

Demandeurs d'emploi handicapés en catégories A, B, C par sexe et âge en 2021

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de demandeurs d'emploi handicapés en catégories A, B, C	56 182	20 795	26 434	16 389	1 830	38 009	52 483	61 126	24 199	46 464	53 427	26 471	43 052	466 860	2 370	1 900	979	7 875	148	480 132
Dont hommes	28 323	10 533	12 606	8 200	827	19 838	28 045	30 920	12 380	22 574	26 514	12 637	21 209	234 607	1 139	877	473	4 649	94	241 838
Dont femmes	27 859	10 262	13 828	8 188	1 003	18 171	24 439	30 207	11 819	23 890	26 912	13 834	21 843	232 254	1 231	1 024	505	3 227	55	238 294

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes en moyenne sur l'année 2021



Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET)

Situation des jeunes selon leurs caractéristiques socio-démographiques en 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de NEET âgés de 16 à 25 ans	149 865	53 293	57 343	51 088	7 049	120 121	170 459	250 227	72 012	116 447	132 748	68 057	110 577	1 359 285	12 319	10 437	19 240	39 152	nd	1 440 433
Nombre de chômeurs	104 275	37 067	41 155	36 133	4 108	84 252	118 112	163 702	52 320	82 497	90 548	49 891	70 364	980 014	8 452	7 023	9 864	27 564	nd	1 032 917
Répartition des Neet (en %) selon																				
Sexe																				
Hommes	51,3	51,7	52,5	52,9	47,7	51,8	52,3	52,9	52,6	51,6	51,6	50,5	52,1	52,0	54,2	53,3	47,6	50,1	nd	52,0
Femmes	48,7	48,3	47,5	47,1	52,3	48,2	47,7	47,1	47,4	48,4	48,4	49,5	47,9	48,0	45,8	46,7	52,4	49,9	nd	48,0
Diplôme obtenu																				
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	21,9	24,8	17,8	24,7	18,7	24,3	28,4	20,6	23,7	21,5	22,6	22,1	22,7	22,9	19,5	16,5	45,6	24,4	nd	23,2
BEPC, brevet des collèges, DNB	10,2	10,8	10,6	10,7	11,0	9,7	11,5	9,6	10,9	10,7	10,1	10,8	10,2	10,4	8,3	9,3	12,9	10,6	nd	10,4
CAP, BEP ou équivalent	20,2	22,6	19,8	22,0	21,1	21,5	20,4	13,9	23,4	21,4	19,5	21,1	20,9	19,6	21,7	20,8	22,6	25,0	nd	19,8
Baccalauréat, Brevet professionnel ou équivalent	30,1	28,4	32,5	29,0	34,7	29,9	27,8	31,6	28,9	30,8	31,2	29,2	30,0	30,1	37,2	37,3	15,5	31,7	nd	30,1
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+2	7,0	6,8	8,3	6,7	6,6	6,9	6,0	7,6	6,4	7,0	7,3	7,4	7,2	7,0	9,0	9,5	1,9	4,9	nd	7,0
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+3 ou bac+4	6,1	4,1	6,6	4,2	4,6	4,6	3,6	8,1	4,3	5,2	5,7	5,7	5,2	5,6	3,0	4,2	1,3	2,4	nd	5,4
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+5 ou plus	4,5	2,6	4,5	2,8	3,3	3,1	2,2	8,6	2,4	3,3	3,6	3,8	3,8	4,3	1,4	2,4	0,4	1,0	nd	4,1
Nombre de NEET âgés de 26 à 29 ans	76 217	25 493	27 050	24 035	3 930	60 534	78 880	149 731	33 426	53 581	65 519	30 512	58 337	611 035	6 495	5 405	8 847	18 698	nd	650 479
Nombre de chômeurs	49 798	16 519	18 925	15 893	1 951	39 432	51 651	94 984	22 626	36 978	42 814	21 577	35 350	474 918	4 723	3 713	4 345	13 446	nd	501 145
Répartition des Neet (en %) selon																				
Sexe																				
Hommes	40,8	42,1	44,1	43,3	36,1	42,8	42,4	42,8	42,9	43,6	42,6	42,0	42,6	42,5	44,9	44,9	43,0	41,4	nd	42,6
Femmes	59,2	57,9	55,9	56,7	63,9	57,2	57,6	57,2	57,1	56,4	57,4	58,0	57,4	57,5	55,1	55,1	57,0	58,6	nd	57,4
Diplôme obtenu																				
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	19,6	22,8	14,7	22,5	18,7	21,9	23,6	18,8	21,0	19,3	19,7	19,0	20,6	20,2	22,0	17,7	56,6	25,5	nd	20,8
BEPC, brevet des collèges, DNB	5,5	6,0	5,9	6,3	6,8	5,8	7,3	5,0	6,6	6,4	6,1	5,8	5,8	5,9	4,3	4,6	7,5	6,3	nd	5,9
CAP, BEP ou équivalent	22,7	27,9	25,0	27,1	25,7	27,5	28,6	15,5	30,4	26,1	24,2	26,3	24,1	23,7	24,8	27,2	19,0	29,8	nd	23,9
Baccalauréat, Brevet professionnel ou équivalent	21,2	20,6	23,2	20,8	26,6	20,9	21,2	20,4	21,2	21,5	22,0	21,2	22,3	21,3	29,4	28,8	11,1	23,7	nd	21,3
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+2	9,2	8,8	10,0	8,9	8,4	8,5	7,6	9,2	8,0	8,8	9,4	9,3	8,9	8,9	10,0	8,3	2,6	6,8	nd	8,7
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+3 ou bac+4	9,8	6,7	10,3	7,1	7,3	7,2	6,0	11,7	6,2	8,1	8,5	8,9	8,4	8,7	5,4	6,9	1,8	4,7	nd	8,5
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+5 ou plus	12,1	7,1	10,9	7,4	6,4	8,2	5,7	19,5	6,7	9,9	10,1	9,4	10,0	11,3	4,1	6,4	1,4	3,2	nd	10,9

Source : Insee, Recensement de la population 2019, exploitation principale au lieu de résidence, géographie au 1er janvier 2022, âge en années révolues

Emploi des séniors

Emploi des séniors (50-64 ans) en 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière (1)
Nombre d'actifs âgés de 50 à 64 ans	1 051 015	372 279	432 095	344 971	43 891	744 011	712 457	1 643 079	425 045	805 123	787 271	481 560	672 432	8 515 228	61 233	63 771	23 850	107 941	nd	8 772 024
Taux d'activité des 50 à 64 ans (en %)	69,2	65,7	64,9	67,0	64,2	65,8	62,4	75,8	64,2	66,0	67,1	66,7	67,1	67,8	70,4	71,5	70,0	64,0	nd	67,8
Ayant un emploi	63,3	59,5	59,2	60,8	58,7	59,0	54,7	68,6	58,0	59,8	59,7	61,0	59,9	61,2	55,3	59,3	55,2	46,3	nd	60,9
Chômeurs	6,0	6,2	5,8	6,3	5,5	6,8	7,7	7,3	6,2	6,2	7,4	5,7	7,2	6,7	15,2	12,1	14,8	17,7	nd	6,9
Hommes de 50 à 64 ans	71,4	67,5	66,2	68,8	69,8	68,9	66,7	79,5	66,2	67,5	69,4	68,5	70,5	70,5	72,7	72,2	75,6	69,9	nd	70,5
Ayant un emploi	65,5	61,3	60,7	62,4	64,7	61,9	58,5	71,8	59,9	61,5	62,1	62,9	63,2	63,7	58,5	60,4	61,5	51,5	nd	63,5
Chômeurs	6,0	6,2	5,5	6,4	5,1	6,9	8,2	7,7	6,3	6,0	7,3	5,6	7,2	6,8	14,2	11,8	14,1	18,4	nd	7,0
Femmes de 50 à 64 ans	67,1	64,0	63,7	65,4	58,8	62,8	58,4	72,4	62,2	64,6	65,0	65,0	64,0	65,3	68,5	70,9	64,5	58,5	nd	65,3
Ayant un emploi	61,2	57,8	57,7	59,2	53,0	56,2	51,2	65,5	56,2	58,1	57,4	59,3	56,9	58,8	52,5	58,5	49,0	41,5	nd	58,5
Chômeuses	5,9	6,2	6,0	6,2	5,8	6,6	7,2	6,9	6,0	6,5	7,5	5,8	7,2	6,6	16,0	12,4	15,5	17,0	nd	6,9
Statut d'emploi et type de contrat des 50 à 64 ans en emploi (en %)																				
Non-salariés de 50 à 64 ans	15,9	14,9	17,1	14,1	21,5	12,6	11,5	12,6	14,3	18,5	19,8	15,2	17,8	15,2	19,1	15,2	14,5	16,2	nd	15,2
Salariés de 50 à 64 ans	84,1	85,1	82,9	85,9	78,5	87,4	88,5	87,4	85,7	81,5	80,2	84,9	82,2	84,8	80,9	84,8	85,5	83,8	nd	84,8
Dont emploi à durée indéterminée	92,3	92,1	91,8	92,5	93,7	93,0	91,8	93,6	91,9	91,2	91,4	92,0	92,0	92,3	90,8	89,3	88,3	86,7	nd	92,2
Dont contrat à durée déterminée	5,8	5,6	6,1	5,4	5,3	4,9	5,7	5,2	5,9	6,6	6,5	5,9	6,1	5,7	7,9	9,0	9,9	9,9	nd	5,8
Dont temps partiel	20,6	20,2	20,6	16,7	12,1	20,0	18,7	13,5	19,0	19,3	21,0	21,8	18,7	18,5	15,1	15,1	10,3	20,3	nd	18,5
Dont Intérim	1,1	1,2	1,2	1,3	0,2	1,1	1,1	0,7	1,3	1,2	0,9	1,3	0,9	1,0	0,3	0,5	0,7	0,5	nd	1,0
Secteur d'activité des 50 à 64 ans en emploi (en %)																				
Agriculture, sylviculture et pêche	3,0	5,0	6,0	4,3	3,9	3,7	2,7	0,3	4,2	6,3	5,1	5,4	2,1	3,4	3,8	5,3	3,2	4,7	nd	3,5
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	15,8	18,1	13,2	15,7	5,5	18,0	14,7	8,0	16,1	11,8	9,9	16,3	8,3	12,8	6,7	6,7	9,4	6,5	nd	12,7
Construction	6,0	5,4	5,7	6,0	9,5	5,9	5,7	4,9	6,1	6,1	6,3	5,9	6,5	5,8	7,2	6,2	7,6	6,2	nd	5,8
Commerce, transports et services divers	40,6	35,6	38,4	38,6	41,7	37,6	37,9	54,4	37,7	38,3	39,7	37,9	44,4	42,1	36,1	35,6	30,6	33,0	nd	41,9
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	34,5	36,0	36,7	35,4	39,5	34,9	39,0	32,4	36,1	37,4	39,0	34,5	38,8	35,8	46,2	46,3	49,3	49,6	nd	36,1
Catégorie socioprofessionnelle des 50 à 64 ans en emploi (en %)																				
Agriculteurs exploitants	2,5	3,7	4,4	3,1	2,8	2,5	1,9	0,2	3,2	4,2	4,0	3,8	1,3	2,5	2,7	2,2	2,5	3,7	nd	2,5
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,1	8,1	8,7	7,7	13,8	6,9	6,6	7,0	7,9	10,1	10,7	7,9	10,9	8,5	13,1	10,1	9,6	9,1	nd	8,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18,2	14,0	16,1	15,2	13,9	15,2	15,4	30,6	14,3	15,4	18,1	15,6	18,7	19,1	12,2	11,3	15,1	12,5	nd	18,9
Professions intermédiaires	24,6	22,8	23,1	23,7	22,8	23,5	23,7	24,1	23,3	22,8	24,0	22,3	25,4	23,7	21,0	20,8	23,5	20,9	nd	23,7
Employés	26,6	27,6	27,0	27,9	30,5	27,6	29,2	25,0	28,6	28,5	27,9	27,1	29,2	27,4	34,7	36,0	28,3	35,0	nd	27,5
Ouvriers	19,1	23,8	20,7	22,4	16,2	24,4	23,4	13,1	22,7	19,1	15,4	23,4	14,6	18,9	16,3	19,6	21,0	18,9	nd	18,9
Taux de chômage des 50 à 64 ans	8,7	9,3	8,7	9,3	8,5	10,2	12,2	9,6	9,6	9,4	11,1	8,6	10,8	9,8	21,4	17,0	21,3	27,6	nd	10,2
Hommes de 50 à 64 ans	8,4	9,0	8,2	9,3	9,9	10,0	12,1	9,7	9,4	8,8	10,6	8,1	11,2	9,6	19,6	16,5	18,4	26,2	nd	9,9
Femmes de 50 à 64 ans	9,0	9,7	9,1	9,4	9,9	10,5	12,3	9,5	9,8	9,9	11,6	9,0	11,2	10,1	23,1	17,5	24,7	29,1	nd	10,5
Taux de chômage de longue durée	5,2	5,7	5,2	5,8	4,5	6,7	8,2	6,1	6,2	5,7	7,0	5,1	6,5	6,2	17,4	13,2	15,1	21,1	nd	6,5
Hommes de 50 à 64 ans	5,1	5,6	5,1	5,9	5,1	6,6	8,3	6,2	6,2	5,5	6,7	4,9	6,7	6,1	15,7	12,9	12,8	19,7	nd	6,4
Femmes de 50 à 64 ans	5,3	5,9	5,3	5,8	5,1	6,8	8,2	6,0	6,1	6,0	7,2	5,3	6,7	6,2	18,9	13,5	17,8	22,7	nd	6,6

(1) 2017 pour Mayotte, 2018 pour les autres territoires

Source : Insee, Recensement de la population 2019, exploitations principale et complémentaire au lieu de résidence, géographie au 01/01/2022, RP 2018 pour Mayotte

Cumul emploi-retraite

Retraités et préretraités en emploi en 2019 (2)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière (1)
Nombre de retraités et préretraités	1 811 145	745 514	880 560	668 921	81 466	1 287 020	1 269 618	1 958 097	839 789	1 631 218	1 474 999	927 642	1 258 169	14 834 157	76 184	79 416	14 334	107 802	nd	15 111 893
Proportion de moins de 65 ans (en %)	17,3	18,4	19,2	18,3	15,4	19,8	20,4	16,0	19,6	17,5	16,3	19,2	15,0	17,8	12,9	13,7	19,1	19,3	nd	17,7
Cumul emploi-retraite (en %)																				
Nombre de retraités et préretraités ayant un emploi	37 243	14 186	13 324	11 810	1 536	25 125	18 866	55 836	14 211	30 025	28 437	12 483	27 952	291 034	1 192	1 060	293	1 367	nd	294 947
Part de retraités et préretraités parmi les personnes en emploi (en %)	1,1	1,3	1,0	1,1	1,3	1,1	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	0,8	1,4	1,1	1,0	0,8	0,4	0,5	nd	1,1
Part de retraités et préretraités en emploi de moins de 65 ans (en %)	37,8	39,5	44,6	39,0	31,2	42,2	39,3	28,3	39,7	38,9	36,1	45,4	30,9	36,6	21,6	24,6	30,6	35,4	nd	36,4
Proportion d'hommes (en %)	57,2	56,1	55,9	54,4	64,1	58,2	56,0	57,2	55,5	59,0	60,5	54,2	58,8	57,5	49,3	54,2	69,1	56,4	nd	57,4
Répartition des retraités et préretraités exerçant un emploi selon leur tranche d'âge en %																				
Moins de 60 ans	8,3	9,0	13,8	9,8	11,8	11,3	9,1	7,3	8,6	9,5	8,9	11,8	8,9	9,2	11,2	9,6	7,4	15,7	nd	9,2
60 à 64 ans	29,5	30,5	30,8	29,2	19,5	30,8	30,2	21,0	31,1	29,5	27,2	33,6	22,0	27,4	10,4	15,0	23,2	19,7	nd	27,2
65 à 69 ans	34,8	32,7	30,9	33,4	30,4	33,2	33,8	35,2	32,7	34,1	34,1	31,7	33,7	33,8	32,0	28,4	30,8	30,8	nd	33,8
70 à 74 ans	14,7	15,8	13,3	14,5	19,6	14,3	14,0	19,3	14,9	14,6	16,3	11,3	18,0	15,8	20,2	14,9	19,3	16,4	nd	15,9
75 ans et plus	12,7	12,0	11,3	13,1	18,8	10,4	12,9	17,2	12,8	12,3	13,4	11,6	17,5	13,8	26,2	32,1	19,3	17,4	nd	13,9
Proportion de diplômés du supérieur (en %)	27,3	22,5	28,9	24,2	27,0	23,6	24,6	46,1	23,3	26,9	30,2	26,3	30,4	30,4	22,7	22,4	32,7	27,2	nd	30,3
Proportion de non salariés (en %)	35,0	32,6	34,0	30,0	38,0	30,0	28,0	37,3	33,9	36,4	40,1	33,7	35,4	34,8	26,2	18,4	32,4	29,5	nd	34,7
Proportion d'emploi à temps partiel (en %)	73,7	73,1	74,2	71,6	40,9	72,6	67,4	66,5	70,8	71,6	70,2	77,1	63,0	70,0	32,3	26,8	33,4	39,6	nd	69,5
Répartition des retraités et préretraités exerçant un emploi selon leur catégorie socioprofessionnelle en %																				
Employés																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	26,2	27,2	27,0	28,2	33,5	28,3	28,7	25,1	28,1	28,6	27,9	26,2	29,6	27,3	33,9	34,5	30,5	34,5	nd	27,4
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	25,6	26,2	25,9	26,7	24,7	26,0	26,3	20,1	25,3	23,8	22,4	25,5	26,0	24,3	33,7	31,8	17,7	31,1	nd	24,4
Professions Intermédiaires																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	27,2	25,2	25,9	26,2	23,2	25,9	26,2	25,8	25,8	25,3	26,4	25,7	26,6	26,1	25,1	25,2	26,2	25,7	nd	26,0
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	17,4	15,4	15,9	15,0	17,9	16,7	17,8	19,4	15,5	14,5	16,4	16,3	16,7	16,9	17,7	20,8	27,0	19,1	nd	17,0
Ouvriers																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	20,3	25,8	22,7	23,6	18,8	24,6	24,4	12,6	24,9	21,1	17,4	25,0	16,7	19,9	16,6	18,5	20,4	18,4	nd	19,9
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	18,4	22,0	19,4	22,2	15,7	22,9	21,8	12,6	19,8	20,8	16,8	20,5	22,9	18,2	19,7	26,3	17,8	14,9	nd	18,3
Agriculteurs exploitants																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	1,6	2,5	2,6	1,9	2,0	1,6	1,1	0,1	2,0	2,7	2,6	2,3	0,9	1,5	1,9	1,5	1,9	2,1	nd	1,5
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	2,9	3,7	5,0	3,5	3,2	3,4	2,8	0,5	5,7	5,7	6,3	4,7	3,4	3,4	3,8	4,2	8,8	4,8	nd	3,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	17,6	12,7	14,9	14,0	10,8	14,2	14,4	31,1	12,9	14,3	17,2	14,7	17,2	18,6	11,6	11,8	13,3	11,7	nd	18,4
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	16,2	13,1	16,7	15,4	14,8	13,6	15,0	31,7	15,4	15,2	17,5	16,3	13,6	18,9	10,1	9,1	10,4	15,6	nd	18,8
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	7,2	6,6	6,9	6,2	11,7	5,5	5,2	5,4	6,2	8,0	8,6	6,2	9,0	6,7	11,0	8,6	7,6	7,5	nd	6,7
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	19,5	19,6	17,1	17,2	23,8	17,5	16,3	15,9	18,4	20,0	20,8	16,8	17,5	18,3	15,0	7,9	18,3	14,6	nd	18,3

(1) 2017 pour Mayotte, 2018 pour les autres territoires

(2) les données sur le cumul emploi-retraite sont tirées du recensement de la population, seule source disponible à l'échelle départementale. En revanche, à l'échelle nationale, d'autres approches sont utilisées dans les publications de la DREES https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-05/22%20-%20Le%20cumul%20emploi-retraite_0.pdf

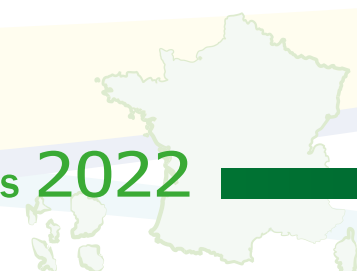
Entre ces différentes approches, des différences peuvent exister sur les données nationales. Elles tiennent à la précision des sources mais également aux concepts et définitions retenus, le recensement de la population étant purement déclaratif

Source : Insee, Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire au lieu de résidence, RP 2018 pour Mayotte

AAH	Allocation aux adultes handicapés	CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale	CSS	Complémentaire santé solidaire
ACTP	Allocation compensatrice pour tierce personne	CUI	Contrat unique d'insertion
ADF	Assemblée des départements de France	DADS	Déclaration annuelle des données sociales
AED	Action éducative à domicile	DALO	Droit au logement opposable
AEMO	Action éducative en milieu ouvert	DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
APA	Allocation personnalisée d'autonomie	DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
ASC	Agence du service civique	DGCS	Direction générale de la cohésion sociale
ASE	Aide sociale à l'enfance	DGEFP	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
ASP	Agence de services et de paiement	DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées	DOETH	Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés
ASS	Allocation de solidarité spécifique	DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
ASV	Allocation supplémentaire vieillesse	DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
CADA	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	EAM	Établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	EANM	Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées
CAMSP	Centre d'action médico-sociale précoce	EHPAD	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
CAVIMAC	Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes	ENIM	Établissement national des invalides de la marine
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole	ERASME	Extraction, recherche, analyse, suivi médico-économique
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées	ESAT	Établissement ou service d'aide par le travail
CDC	Caisse des dépôts et consignations	ESCAPAD	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense
CEPIDC	Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès	ESLD	Établissement de soins de longue durée
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires	FAJ	Fonds d'aide aux jeunes
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	FAM	Foyer d'accueil médicalisé
CIE	Contrat initiative emploi	FINESS	Fichier national des établissements sanitaires et sociaux
CLAP	Connaissance locale de l'appareil productif	FiLoSoFi	Fichier localisé social et fiscal
CMPP	Centre médico-psycho-pédagogique	FJT	Foyers de jeunes travailleurs
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire	FLORES	Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales	FSV	Fonds solidarité vieillesse
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie	FTM	Foyers de travailleurs migrants
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse		
CNDSSTI	Caisse nationale du régime social des indépendants		

GIP	Groupement d'intérêt public
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
IEM	Instituts d'éducation motrice
IME	Institut médico éducatif
INJEP	Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRCEM	Institution de retraite complémentaire des employés de maison
ISD	Indicateurs sociaux départementaux
ITEP	Institut thérapeutique éducatif et pédagogique
IVG	Interruption volontaire de grossesse
JDC	Journée défense et citoyenneté
MAS	Maison d'accueil spécialisée
MEDES	Mission enquêtes, données et études statistiques
MENESR	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
MENJ	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
MS	Ministère des sports
MSA	Mutualité sociale agricole
ODAS	Observatoire de l'action sociale décentralisée
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
OMPHALE	Outil méthodologique de projection d'habitants, d'actifs, de logements et d'élèves
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PCH	Prestation de compensation du handicap
PEC	Parcours emploi compétences
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
QPV	Quartier prioritaire de la politique de la ville
RSA	Revenu de solidarité active

REP	Réseau d'éducation prioritaire
SAE	Statistique annuelle des établissements
SAMSAH	Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés
SAVS	Service d'accompagnement à la vie sociale
SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SIAM	Système d'information des accueils de mineurs
SLM	Section locale mutualiste
SPASAD	Service polyvalent d'aide et de soins à domicile
SSIAD	Service de soins infirmiers à domicile
VAE	Validation des acquis de l'expérience



DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Tour Suisse
1 Boulevard Vivier Merle
69443 LYON CEDEX 3

DREETS Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet
25041 BESANCON

DREETS Bretagne

4 avenue du Bois-Labbé
CS 94323
35043 RENNES CEDEX

SESE : 3 bis Avenue Belle Fontaine
Immeuble Le Newton
35517 CESSON-SEVIGNE

DREETS Centre-Val de Loire

12 Place de l'Etape
CS-85809
45058 ORLEANS CEDEX 1

DREETS Corse

2 chemin du Loretto
BP 332
20180 AJACCIO CEDEX 1

DREETS Grand Est

6 Rue Gustave Adolphe Hirn
67085 STRASBOURG CEDEX

DREETS Hauts-de-France

Les Arcades de Flandre
70, rue Saint Sauveur
BP 30502
59022 LILLE CEDEX

**DREETS Hauts-de-France
Service régional de contrôle**

40, rue de la Vallée - BP 71710
80017 AMIENS CEDEX 1

DRIHL Île-de-France

5, rue Leblanc
75911 PARIS CEDEX 15

DRIEETS Île-de-France

21, rue Madeleine Vionnet
93 300 AUBERVILLIERS

DREETS Normandie

Immeuble Champ de Mars
14 Avenue Aristide Briand
76108 ROUEN CEDEX 1

DREETS Nouvelle Aquitaine

Immeuble le Pisme
19 Rue Marguerite Crauste
33074 BORDEAUX CEDEX

DREETS Occitanie

5, esplanade Compans Caffarelli
BP 98016
31080 TOULOUSE CEDEX 6

DREETS Pays de la Loire

Immeuble Skyline
22 mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1

DREETS PACA

23/25, rue Borde CS 10009
13285 MARSEILLE CEDEX 08

DEETS Guadeloupe

Rue des archives - Bisdary
97113 GOURBEYRE

**Préfecture de Guyane
DGCOPOP Guyane**

Observatoire des politiques publiques, des statistiques et des évaluations
2240 route de Montabo Zac Hibiscus
97300 Cayenne

DEETS Martinique

Immeuble EOLE
2 Av. des Arawaks
97200 FORT-DE-FRANCE

DEETS Mayotte

3 bis rue Mahabou BP 174
97600 MAMOUDZOU

DEETS de La Réunion

CS 21076
97488 SAINT-DENIS CEDEX

